HISTORIA
magazine
(92)
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 331 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



PRÉPARATION DU PUTSCH DES GÉNÉRAUX



Couverture : Photo E.C.P.A.



PROGRÈS DES NÉGOCIATIONS A LA VEILLE DU PUTSCH

Jean FONTUGNE

LES entretiens secrets de Georges Pompidou avec les représentants du G.P.R.A. et la rencontre de Gaulle-Bourguiba marquent un nouveau progrès des négociations destinées à mettre fin à la guerre d'Algérie. Le mois de mars 1961 ne se terminera pas sans qu'une nouvelle date ait été retenue pour poursuivre les conversations engagées au plus haut échelon.

Dans le même temps, l'agitation sociale se développe en métropole, marquée en particulier par des grèves, tournantes chez les enseignants ou générales à la S.N.C.F. et chez les fonctionnaires. L'Algérie est reléguée au second plan par les partis politiques tout occupés à préparer déjà de nouvelles élections présidentielles et un programme commun de la gauche, alors que les syndicats multiplient leurs protestations après la publication de la « lettre des 4 % » du premier ministre.

Cependant, les partisans de l'Algérie française ne désarment pas. Les attentats terroristes se font plus nombreux en territoire métropolitain (incendie au Palais-Bourbon, assassinat du maire d'Évian) alors que se prépare à Paris, dans les bureaux de l'École militaire, ce que l'Histoire appellera le « complot des généraux ».

Les réunions des conjurés se multiplient mais un problème ne semble pas être abordé : la réaction éventuelle du contingent. Or, à cette époque, une certaine lassitude, due peut-être à l'inaction ou plutôt à la routine d'une vie quotidienne qui se déroule le plus souvent sans incident notable, apparaît dans les unités chargées du quadrillage.

Les appelés qui appartiennent à ces formations s'expliquent mal les prises de position politiques de nombre de leurs gradés. Ils sont d'autant plus attachés à la solution gaulliste qu'elle est pour eux la certitude d'une paix prochaine et, par conséquent, du retour dans leurs foyers.

Les responsables du G.P.R.A., pour leur part, connaissant par Bourguiba la volonté de négocier exprimée par le général de Gaulle, ne doutent plus de leur succès à terme. C'est donc sans aucune hâte qu'ils se préparent pour le prochain rendez-vous d'Évian.

J. F.

Sommaire n° 92 - Historia magazine n° 331

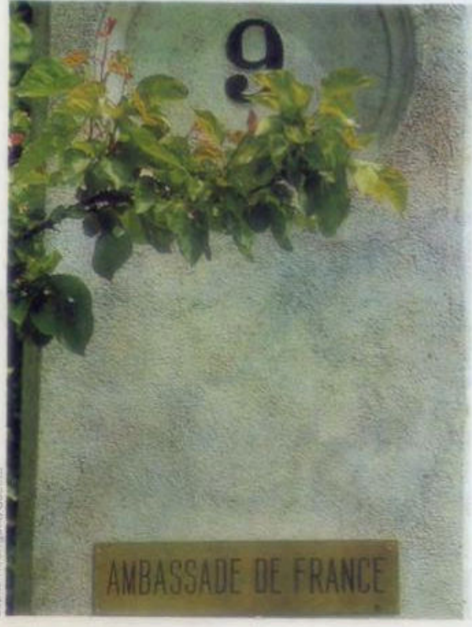
LES COLONELS MÈNENT LE JEU



ECPA

En cet hiver 1960-1961, on se réunit beaucoup dans certains salons parisiens pour trouver les moyens de conserver l'Algérie française. Et surtout chez le colonel de Blignières, qui rassemble autour de lui militaires, hommes politiques, industriels, financiers, opposés à la « politique d'abandon » du général de Gaulle.

Un aristocrate fin, distingué, né dans une famille de seize enfants, qui passe par Saint-Cyr où il a pour instructeur



En haut : **le colonel de Blignières.** ***Ci-dessus :*** **l'École militaire, où se retrouvent, autour du général Faure, dont Salan a fait son représentant en France, de nombreux officiers.** ***A gauche :*** **l'ambassade de France à Madrid. Madrid, où Salan, J.-J. Susini et Lagaillarde se sont réfugiés.** ***A droite :*** **le G.G. d'Alger. Entre les officiers de l'armée d'Algérie prêts pour le « grand coup » et ceux de la métropole résolus à les soutenir, c'est le légionnaire déserteur Roger Degueldre qui fera la liaison.**

Millet



Veillée d'armes chez les exilés madrilènes

A Madrid, le général Salan continue à mener sa vie habituelle. Il semble de plus en plus apprécier le farniente madrilène. Il a renouvelé sa garde-robe et se laisse aller à des fantaisies vestimentaires inaccoutumées. Est-ce pour mieux cacher à son entourage de journalistes et de policiers espagnols qu'il sait que « quelque chose » se prépare à Alger pour la fin du mois d'avril ?

Certainement. Car dès qu'il a appris la nouvelle de la bouche d'un émissaire venant de Paris, il a précisé qu'il fallait absolument tenir Pierre Lagaillarde à l'écart. Que lui, Salan, jugerait seul le moment opportun pour l'en avertir.

Le 1er avril, le général Salan expédie une lettre au général Challe dans laquelle il reconnaît l'autorité de celui-ci dans la conduite purement militaire du mouvement. Il suggère d'autre part que la conduite politique pourrait lui être confiée.

Le 3 avril, un nouvel émissaire venant de Paris confirme que le mouvement est prévu pour la nuit du 20 au 21 avril. Il donne des détails : tous les officiers gagneront Alger; seuls, le général Faure, les colonels Godard et Vaudrey resteront à Paris pour coordonner l'action; dans la nuit du 20 avril, parachutistes et légionnaires occuperont les bâtiments publics d'Alger et les lieux stratégiques de la ville; dans la même nuit, un soulèvement portera sur Paris des troupes de garnison, qu'il faudra soutenir de l'Algérie.

L'envoyé précise encore que la répartition des unités est favorable et que l'hésitation de certains chefs de corps est sur le point d'être vaincue.

Il dit en conclusion au général Salan :

« Vous serez averti par deux messages successifs. Le premier sera expédié de San Sebastian et confirmera au dernier moment la date retenue. Le second sera lu à Radio-Alger, dès que les insurgés auront occupé la radio et les aérodromes. Le texte de ce message sera le suivant : « La chambre de bonne a été cambriolée. »

Ce message avait une valeur symbolique. Il rappelait que de mystérieux personnages s'étaient introduits dans l'appartement parisien du général Salan et avaient fracturé, dans la chambre de la bonne, une armoire métallique, vide ce jour-là mais qui avait abrité de précieux dossiers.

L'approche du jour J

A la mi-avril, avec l'approche du jour J, il importe que Salan et son entourage prennent quelques dispositions.

Dans la meilleure forme et dans le plus pur style diplomatique, le général rédige deux lettres d'adieu.

L'une pour le général Franco, pour s'excuser de la façon un peu cavalière dont il est appelé à quitter le territoire espagnol et le remercier de l'hospitalité qu'il a reçue.

L'autre pour le président Salazar, afin de le remercier également des services qu'il aurait pu lui rendre.

Ces deux lettres seront remises, le 15 avril, à Serrano Suñer, à charge pour lui de les faire parvenir à leurs destinataires.

C'est ce même jour que le beau-frère de Franco est mis dans la confidence.

Trois jours plus tard, Salan se décide enfin à mettre Pierre Lagaillarde dans la confidence et à l'emmener avec lui à Alger en compagnie de Ferrandi, de Susini et du capitaine Marcel Ronda.

La décision de Salan a été longue à prendre. Certes, il n'apprécie ni les éclats de voix ni les rodomontades du député, mais il a aussi pensé qu'à condition de modérer certaines de ses exubérances, Lagaillarde pourrait rendre des services. Sa popularité est grande en Algérie dans la population européenne et surtout parmi les jeunes gens. Or le général Salan est convaincu que, si l'on veut que l'affaire réussisse, il faudra redoubler d'appel à la foule. L'action des chefs militaires tomberait dans le vide si elle n'était pas appuyée sur un mouvement de masse.

Le 20 avril au matin, tout est prêt. Serrano Suñer, merveilleux de dévouement, a mis au point tous les détails du départ. Pour les exilés madrilènes, l'attente devient anxieuse. Au cours des réunions que Salan organise dans son bureau de l'hôtel Princesa, les conditions du départ sont revues. Un avion a été loué. Moteur sous pression, il sera prêt à s'envoler, à minuit, d'une piste de Barajas. Jusqu'à l'heure prévue les exilés ne changeront rien à leurs habitudes.

A minuit, Susini quitte le général Salan et Ferrandi pour se rendre à la tour de Madrid, auprès de Pierre Lagaillarde et d'amis algérois. Beaucoup s'inquiètent de ne pouvoir partir. A l'écoute de Radio-Alger, ils suivent les bulletins d'informations. La nuit s'étire doucement et Alger demeure désespérément muet.

A l'aube, dans sa chambre, le général Salan laisse tomber avec cette amertume dont il témoigne souvent à l'égard de l'armée :

« Vous verrez, il n'y aura rien, ou alors ce sera un échec. Que voulez-vous, ces pauvres gens n'ont jamais compris... »

Le vendredi 21 avril c'est l'abattement chez les « Madrilènes ». Laissons la parole à Susini :

« Nous étions persuadés que le retard serait justifié par les prétextes traditionnels. Car chaque profession est prisonnière de son esprit. Et pour le soldat, le refuge de la discipline ou de la technique est préférable aux aventures de la responsabilité. Nous recevrions donc des envoyés de Paris ou d'Alger, qui nous entretiendraient de mouvements de troupes imprévus, de déplacements d'unités ou de conditions générales défavorables au putsch. Il fallait en prendre notre parti. Aussi, convaincu du calme des prochains jours, le général décommanda les transports requis la veille et annula la location fort coûteuse de l'avion. »

Tous en sont là de leurs réflexions lorsque, très tôt, le samedi 22 avril, ils apprennent qu'Alger a été investi par des régiments insurgés pendant la nuit.

Deux impératifs leur paraissent évidents : disparaître dans la clandestinité pour se soustraire à la trop grande sollicitude de la police espagnole, puis trouver un moyen pour quitter dans le plus bref délai le territoire espagnol.

Susini raconte encore :

« Je me précipitai au Princesa, je songeais à l'ancien ministre Serrano Suñer qui nous avait apporté ses conseils avisés et les restes d'une puissance encore solide. C'est à lui qu'il fallait avoir recours. »

Blottis au fond d'une camionnette

Les trois hommes se concertent rapidement. Prévenu, Serrano Suñer envoya un de ses fils chercher Salan. Ferrandi, ayant étudié avec soin la disposition des lieux, avait découvert un chemin de retraite qui permettait d'éviter le grand hall où se tenaient en permanence des policiers. Il s'agissait d'une ouverture curieusement placée en face de la chambre du général, puis d'un escalier qui conduisait directement aux cuisines de l'hôtel. De là, un corridor bas et voûté s'ouvrait sur les jardins de façade, dépourvus de sièges et que désertaient généralement les sentinelles.

La sortie de Salan ne fut remarquée par personne.

Pendant ce temps les autres exilés vivaient dans la fièvre et l'exaltation.

Lagaillarde, profitant du sommeil des policiers chargés de sa surveillance, avait pu quitter son appartement de la tour de Madrid et trouver un refuge sûr en ville.

Susini, seul, restait à l'hôtel Princesa pour assurer les liaisons nécessaires avant le départ. Dans l'après-midi, il put s'éclipser et retrouver Salan et Ferrandi dans un luxueux appartement mis à leur disposition par des amis de Serrano Suñer.

Les heures filaient et les trois hommes n'étaient rattachés à l'Algérie que par un poste de radio où ils avaient pu capter Radio-France.

Maintenant, la nuit était tombée. Salan sommeillait dans un large fauteuil du salon.

Le dimanche 23 avril allait être celui du départ. Serrano Suñer prévint, à l'aube, ses trois hôtes que la mise en place du dispositif était achevée.

En fin de matinée, les trois hommes, blottis au fond d'une camionnette, sont courbés tête contre tête. Le véhicule emprunte un chemin de traverse fréquenté d'ordinaire par les ouvriers chargés de l'entretien de l'aérodrome. Le chemin contourne le grand bâtiment de la gare aérienne où siègent les services de contrôle. La voie est déserte.

Après une courte attente, la camionnette et son chargement pénètrent sur la piste d'envol. Le véhicule atteint l'extrémité du terrain.

Le pilote a déjà conduit l'avion en bout de piste. Les trois passagers clandestins gravissent l'échelle. L'appareil est vide. Chacun prend un siège et contemple par le hublot le sol espagnol qu'il va bientôt quitter.

L'avion décolle, les trois hommes scrutent maintenant le ciel avec attention. Des avions de chasse peuvent encore les intercepter. La mer file sous les ailes. Arrivé au-dessus des Baléares, l'avion met le cap au sud. Une demi-heure plus tard il survole Alger.

Le général Salan, Susini et Ferrandi sont à pied d'œuvre.

Pierre DÉMARET



Coll. de Blignières

alors le colonel de Blign

le capitaine de Hauteclocque, futur maréchal de France... C'est Hervé de Blignières, lieutenant en 1940 au 39e dragons. Blessé, il est fait prisonnier à la frontière belge et interrogé par un certain général Rommel. Sept fois, il s'évade et, sept fois, se fait reprendre. Etiqueté forte tête, Blignières termine la guerre à l'ombre des miradors d'un camp de représailles allemand où il passe pour un gaulliste ultra.

Un baroudeur

Instructeur à Saumur au lendemain de la Libération, il se porte volontaire pour l'Indochine, où il commande, en 1948, un escadron amphibie du prestigieux 1er étranger de cavalerie. Le maréchal des logis Roger Degueldre, colosse de vingt-quatre ans à la belle réputation de baroudeur, s'y fait remarquer. D'un courage hors du commun, dynamique, forçant la sympathie, Degueldre a sur ses hommes un ascendant extraordinaire, ce qui n'est pas à la portée du premier venu car la légion est alors composée à 80 % d'Allemands dont beaucoup, à vingt-deux ans, ont déjà cinq années de guerre derrière eux. Degueldre a sous ses ordres, par exemple, l'un des S.S. qui, commandés par Skorzeny, délivrèrent Mussolini du Gran Sasso... Des « gus » pas faciles à commander, les légionnaires du jeune maréchal des logis. Mais il sait les prendre et ils l'adorent. Il sait aussi les émouvoir le soir à la veillée lorsqu'il entonne de sa belle voix les chants de la légion. Il les connaît par cœur.

Grand, brun, les yeux bleus, le visage taillé à coups de serpe, cet enfant du Nord issu d'une famille modeste, a commencé sa carrière militaire dans les goums. A la suite d'une « histoire de femme » — comme le veut la tradition — il en a pris pour cinq ans à la légion. En 1950, il a déjà été cité trois fois et il est proposé pour la Légion d'honneur.

Cette année-là son unité tombe « sur

A gauche : **1955. Hervé de Blignières en Indochine en compagnie du général Le Van Kim, commandant l'école d'état-major vietnamienne.** *A droite :* **1958. Blignières en Algérie, où il remet la fourragère à un harki. En septembre 1960, le colonel est affecté à Paris où il est chargé, à l'état-major, d'un bureau d'études atomiques.**



Coll. de Blignières

...es cantonnait au milieu des colonnes romaines

un os ». Le capitaine de Blignières, blessé, est sauvé d'une mort certaine par Degueldre, qui le porte et l'évacue sous les balles. « Il était fort comme un Turc, se remémore aujourd'hui Blignières. Il m'a soulevé comme un fétu de paille et m'a pris dans ses bras... » De là est née, entre les deux hommes, malgré la différence d'âge et d'origine, une amitié faite d'estime et d'affection.

Après Dien Bien Phu, Blignières est nommé directeur d'instruction de l'école d'état-major vietnamienne. Il y forme les officiers supérieurs qui sont aujourd'hui à la tête des armées du Vietnam, qu'elles soient du Nord ou du Sud.

Et c'est l'Algérie où, en 1958, il prend le commandement du 1er R.E.C. Il y retrouve Degueldre, qui est devenu lieutenant au 1er R.E . L'ambiance est alors à l'euphorie. De Gaulle est revenu au pouvoir, appelé, conduit, poussé par les tenants de l'Algérie française. Et l'on peut compter sur « le grand Charles » pour empêcher que notre belle province d'outre-Méditerranée ne nous échappe.

C'est du moins ce que pense l'armée. Blignières, pour sa part, n'est pas aussi optimiste. Ses contacts en métropole — il a des amis partout et jusqu'à l'Elysée — lui ont fait déceler, ici et là, les premiers signes d'une politique d'abandon qu'il appréhende fort. Au printemps de 1959, il s'en ouvre au général Salan. Ce dernier, limogé d'Algérie et tenu à l'écart, s'est vu nommer gouverneur militaire de Paris. De passage à Paris, Blignières vient lui présenter ses devoirs et lui fait part de ses doutes.

« Mais non, Blignières, lui répond Salan. Rassurez-vous et dites bien à tout le monde là-bas que jamais, au grand jamais, de Gaulle n'abandonnera l'Algérie. »

Blignières n'est pas convaincu. Au cours de l'été de 1960, c'est le colonel Branet qu'il entretient de ses craintes. Celui-ci vient de quitter le cabinet militaire de De Gaulle à l'Elysée où, chaque matin, il présentait la situation militaire au chef de l'Etat, lui faisant suivre — sur une carte Michelin — le déroulement des opérations.

« Sois tranquille, lui dit ce familier du général. De Gaulle ne baissera pas pavillon devant le F.L.N. »

Lorsque éclate l'affaire des barricades, Blignières est à Khenchela, à la limite de l'Aurès. Cet amateur d'antiquités cantonne avec ses escadrons au milieu des colonnes romaines qui rappellent qu'« ici s'est arrêtée l'aile de cavalerie de la IIIe légion Augusta »...

Comme il est loin, alors, de la politique, le colonel de Blignières !

En tenue d'aviateur

Convoqué à Constantine, il y constate que c'est la démission totale, tant chez les civils que chez les militaires. Alors, pendant trois jours, il assume les responsabilités du maintien de l'ordre dans la capitale de l'Est. Le commandant de la gendarmerie mobile, forte de cinq ou six escadrons, vient lui dire :

« Mon colonel, nous ferons ce que fera la légion. »

Un peu plus tard, c'est le lieutenant-colonel des C.R.S. et ses cinq compagnies qui viennent se mettre aux ordres.

« Nous vous suivrons... A vous de décider, mon colonel. »

« Ils étaient livrés à eux-mêmes, sans ordres de Paris, sans ordres d'Alger, sans ordres de Constantine. J'aurais pu en faire ce que je voulais », dit Blignières.

En septembre, le colonel est affecté à Paris, à l'état-major de l'armée. Une place où l'on voit beaucoup de monde et d'où l'on peut suivre mieux qu'ailleurs l'évolution des événements. Roger Degueldre vient lui faire part de ses inquiétudes et de celles de ses camarades.

« Ce n'est plus possible !... Ça ne peut pas continuer comme cela, nous allons tout perdre !... Il faut faire quelque chose. »

Au lendemain des événements de décembre, Roger Degueldre prend des libertés à l'égard de la discipline. Il assurera désormais la liaison entre les officiers d'Algérie prêts au « grand coup » et ceux qui, en métropole, comme Hervé de Blignières, sont décidés à les soutenir. Le fait qu'il soit en situation irrégulière ne le gêne nullement pour circuler à sa guise à travers l'Algérie. Et lorsqu'il vient à Paris — au moins une fois par mois — il endosse une tenue d'aviateur et se fait transporter gratuitement.

De leur côté, les colonels Argoud et Broizat, alors affectés à une garnison provinciale, sont vivement sollicités par de nombreux amis et leurs anciens officiers qui ont pleine confiance en eux. Il ne se passe pas de semaine qu'ils ne soient relancés par les uns ou les autres.

Tandis que les colonels, harcelés par les capitaines et les lieutenants, se démènent ainsi, une autre équipe de « putschistes » s'affaire à l'autre bout de Paris autour du général Faure et du ▶

Serrano Suñer. ▶ L'ancien ministre des Affaires étrangères est tout acquis à la cause des exilés. Son beau-frère, le général Franco, en revanche, semble jouer le double jeu. C'est ainsi que tout en encourageant le mouvement des conjurés, il les fait espionner pour le gouvernement français et ne fera aucune difficulté lorsque Paris lui demandera de notifier à Salan l'interdiction d'utiliser le territoire espagnol pour se rendre à Alger.



EFE

Papin



Symbolique militaire

Ci-dessus : paysage de l'Aurès. *Ci-dessous :* les environs de Khenchela. C'est là que se trouvait le colonel de Blignières lorsque éclata l' « affaire des barricades ». Il s'intéressait alors plus à l'archéologie qu'à la politique. *Ci-contre :* insigne du 1er R.E.P. En février et mars 1961, les légionnaires du 1er R.E.P., malgré leur colère et leur amertume, n'en continuent pas moins, comme les autres, à « dropper le djebel ». Mais parmi leurs officiers, la révolte gronde. Non qu'ils soient acquis aux mouvements activistes, mais ils souhaitent une prise de position solennelle et globale de l'armée, garante des promesses faites par la France. Tout en fouillant grottes et talwegs, ils gardent un œil sur Alger.



P. Coudeyre

l'affaire prend une tournure dangereuse...

colonel Lacheroy. Ils ont rassemblé autour d'eux des officiers de l'Ecole militaire, des anciens du Comité de Vincennes et aussi quelques poujadistes.

En ces derniers, les colonels n'ont guère confiance. Ils les voient mal se rendant utiles dans le coup qui se prépare. Quant au général Faure, il inspire une vive méfiance à Argoud et à Broizat. Ils ne mettent certes pas en doute sa droiture et sa loyauté, mais il manque par trop de sens politique, estiment-ils.

Le colonel Godard, de son côté, fait preuve d'une grande activité. Il contacte des anciens du Maroc expulsés lors de l'indépendance, des anciens d'Indochine, des anciens d'Algérie et il les met « dans le coup ». Le jour J, ils se rassembleront en forêt de Fontainebleau où ils se rendront en voitures particulières avec, dans la malle arrière, une tenue léopard achetée au marché aux puces. Les armes seront prélevées sur le stock d'un régiment d'une unité de hussards dont on a la promesse qu'elle sortira de la caserne au signal. Mission de cette phalange de 1 200 à 1 500 hommes : servir d'infanterie d'accompagnement aux blindés qui arriveront d'Orléans.

Tout ce monde, les équipes de Blignières et de Faure, une vingtaine de personnes au total, se retrouve une première fois dans le bureau du colonel Lacheroy à l'Ecole militaire :

« Ce fut une vraie foire, évoque le colonel Hervé de Blignières, et j'en suis sorti atterré. Aucune précaution, aucune mesure élémentaire de prudence... Tout le monde était au courant de tout. En fait de complot, l'événement se préparait sur la place publique. De ces réunions ainsi « ouvertes », il y eut quatre ou cinq. »

L'affaire prend une tournure dangereuse, aussi Blignières et seulement quelques-uns de ses fidèles décident-ils de procéder, à l'écart de cette « nébuleuse étoilée », à une analyse serrée des moyens d'action dont ils pourront disposer. Ils en arrivent à la conclusion que le 1er R.E.P. est l'unité la plus apte à s'emparer d'Alger. D'ailleurs, les autres régiments sur lesquels on peut compter veulent bien suivre, mais entendent ne pas être le « fer de lance » de l'action, ou bien ils sont trop éloignés d'Alger pour intervenir sans éveiller prématurément des inquiétudes.

Le général Salan ***(ci-contre*** **avec sa fille, Dominique,** ***ci-dessous*** **avec son épouse). De Madrid, il a réussi à renouer les relations avec Paris et se pose rapidement en chef responsable de l'action à mener en faveur de l'Algérie française. Mais les conjurés ne souhaitent pas voir le « Mandarin » prendre la tête du complot. Le général n'a pas la cote auprès de nombreux officiers d'Algérie qui, de plus, se méfient des activistes qui l'entourent. Pour que l'armée bascule, il faut un chef admis par tous : Massu ou Challe. Le premier se récusera. Le second, travaillé par Jouhaud et les colonels, acceptera de prendre la tête du mouvement.**



Alain Avache



Ramon Masats/Gaceta

Il faudra mettre à profit le moment où le R.E.P. se trouvera à sa base de Zéralda, qui n'est guère éloignée que d'une trentaine de kilomètres. Il sera également nécessaire que son chef, le lieutenant-colonel Guiraud, soit en permission et que Denoix de Saint-Marc, son second, ait le commandement.

« Saint-Marc, nous savions qu'il ne reculerait pas. Nous pouvions aussi compter à cent pour cent sur les commandos de l'air du commandant Robin. Beaucoup d'autres nous disaient : "Allez-y, on vous suit." Mais nous étions circonspects. La suite de l'aventure a prouvé que nous n'avions pas tort », dit Blignières.

Ce dernier rencontre, au fort de Vincennes, le colonel Brothier, chef du 1er R.E. basé à Sidi-Bel-Abbès. Si celui-ci prend position, raisonne-t-il, tout l'Oranais basculera. Brothier répond « d'accord » mais il pose deux conditions (1) : que l'affaire soit sérieuse et qu'on lui envoie un message au moment opportun. Le colonel de La Chapelle, qui commande alors le 1er étranger de cavalerie, répond également présent et ajoute : « Il n'y a aucun problème... », d'autant plus qu'il est un ami fidèle du colonel Argoud.

On ne compte plus les officiers supérieurs prêts à passer à l'action contre la politique de l'Elysée. On murmure qu'une centaine de personnalités politiques et militaires, parmi lesquelles le maréchal Juin, sont sur le point de gagner l'Espagne après avoir déclaré solennellement leur opposition aux termes du discours du 4 novembre.

Qui prendra la tête de la révolte militaire qui se prépare ? Blignières rencontre les colonels Argoud et Broizat : eux misent sur Massu. Son prestige auprès de l'armée comme auprès de la population le désigne tout naturellement pour diriger un tel mouvement. « L'Algérie ne bougera que si Massu s'en mêle », répète Argoud.

« ... Massu, évoque Blignières, n'a pas découragé ceux qui comptaient sur lui. Jusqu'en février, ils ont été portés à croire qu'il allait accepter. Et puis ils se sont rendu compte qu'il n'en serait rien. Alors, ils ont rompu totalement avec lui. Nous sommes quelques-uns à penser que sans Mme Massu il aurait marché. »

L'hypothèque Massu levée, les anciens officiers du R.E.P. demandent au colonel Dufour, leur chef « dégommé » en décembre, s'il sera des leurs :

« Je vous donnerai ma réponse demain », leur répond-il, et... ils ne le revoient plus.

Un jour Hervé de Blignières rencontre un avocat, dont le nom est alors dans toutes les gazettes. Ce représentant du barreau lui dit :

« Salan m'a envoyé un émissaire, un jeune homme venu chercher des fonds pour permettre au général de gagner Alger le jour J. Il faut trouver un avion, payer un pilote... Tout cela est cher. Il a besoin de 18 millions. L'émissaire a trouvé cette somme auprès de divers industriels mais ceux-ci, avant de la remettre, exigent votre garantie ainsi que celle d'un général de vos amis affecté au S.H.A.P.E. ».

Une poignée de fidèles

Blignières et le général en question acceptent. Les fonds sont remis dans un appartement de la rue Spontini (sur le même palier, juste en face, demeure Michel Debré). Et l'émissaire de prendre la route avec le magot. Mais seuls 12 millions arrivent à Madrid. Ce qu'il advint du reste ? Mystère !

Un peu plus tard, les capitaines et les lieutenants légionnaires, cette poignée de fidèles parmi lesquels figurent Sergent, Degueldre, Laforet-Divonne, etc., se retrouvent dans un salon ami avec Broizat, Argoud et Blignières : une douzaine de personnes au total.

« Est-ce que vous nous suivrez si nous faisons cela à trois, les colonels ici présents ? », demande Argoud.

« Oui », répondent unanimement les jeunes officiers.

« Moi, je ne suis pas d'accord, expose Blignières. Nous n'entraînerons personne derrière nous. »

Degueldre, après réflexion, se range à cet avis.

C'est au cours d'une des réunions à l'Ecole militaire que la conjuration apprend qu'elle a enfin une tête. Le général Faure le lui annonce : Challe s'est décidé ! Jouhaud, non sans mal, l'a convaincu. Il a d'abord dit non, car tout cela lui semble un tantinet léger.

Pourtant la liste des régiments sur lesquels les colonels croient pouvoir compter est impressionnante. D'abord, le 1er R.E.P., commandé par Elie Denoix de Saint-Marc, puis le 27e dragons du colonel Puga. Ces deux-là marcheront dès le premier jour. S'engageront ensuite le 1er R.E.C. du colonel de La Chapelle, le 18e R.C.P. du colonel Masselot, le 14e R.C.P. du colonel Lecomte, le 2e R.E.C. du colonel Coëtgorden... Une ▶

(1) Le colonel Brothier démentira avec force avoir donné son accord. Quelques semaines plus tard, à Sidi-Bel-Abbès, son attitude hostile sera l'une des causes principales de l'échec du putsch des généraux.



Johannesburg. Le colonel de Blignières sondera les pays étrangers sur leurs réactions à un éventuel *pronunciamiento*. L'Afrique du Sud se montrera la plus coopérative.

" j'irai jusqu'au bout, n'en doutez pas "

fois le putsch déclenché, les régiments de légion du colonel Brothier se rallieront au mouvement.

Tout cela n'a pas paru suffisant à Challe. En fait, s'il s'est laissé fléchir, c'est parce que son camarade lui a dit : « Tu es le seul que l'armée acceptera de suivre. »

En ce qui le concerne, Hervé de Blignières aurait préféré Salan. Mais le « général chinois » n'a pas la cote auprès de certains officiers d'Algérie qui lui reprochent d'être trop politique, de louvoyer sans cesse et d'être mal entouré. Ils se sentent incertains avec lui. Alors, puisque Challe accepte, va pour Challe !...

Un général qui pêche

Blignières, qu'accompagne le colonel Vaudrey, un ancien de la coloniale, va rendre visite à l'ancien commandant en chef dans son appartement de fonction du quartier de l'Ecole militaire. Accueil cordial, bonhomme, décontracté... Challe est en chandail, son inévitable bouffarde entre les dents.

Blignières. — Mon général, nous aimerions vous poser trois questions, obtenir de vous trois assurances dont nos camarades ont besoin pour s'engager définitivement. Et d'abord celle-ci : une fois l'affaire lancée, irez-vous jusqu'au bout ?

Challe. — Mais bien sûr !... Il n'y a pas de problème. J'irai jusqu'au bout, n'en doutez pas.

Blignières. — Mettrez-vous les civils d'Algérie dans le coup ?

Challe. — Bien entendu. Ne pas les y mettre serait faire la preuve de notre impuissance.

Vaudrey. — Une question importante, mon général. On redoute, dans certains milieux, que tout cela n'amène ensuite un régime militaire auquel les Français répugnent bien évidemment.

Challe. — Soyez persuadés que je n'ai aucune ambition. Je suis un général à la retraite qui rêve de pêche à la ligne. Si j'accepte de marcher avec vous, c'est parce que je considère que c'est mon devoir. Mais lorsque l'affaire aura réussi et si elle se prolonge en métropole, c'est vous, les colonels, qui organiserez la suite, en tenant compte des aspirations de vos camarades et de ceux des Français qui ne souhaitent pas, en effet, voir un jour un gouvernement militaire diriger le pays.

Bien renseigné sur le mouvement qui s'organise, Hervé de Blignières n'est guère optimiste quant aux possibilités de réussite de l'affaire. Mais il considère de son devoir « d'en être ». Et sans tarder. Il ne faut pas attendre. S'il existe une chance de gagner, c'est à présent. Dans trois mois il serait trop tard.

Roger Degueldre aussi est lancé et rien non plus ne l'arrêtera. Et pourtant, le jeune officier est encore plus pessimiste que son aîné. « C'était le plus lucide de nous tous, dit Blignières. Je me souviens qu'un jour, après que nous eûmes retourné notre problème dans tous les sens, il me dit, en sortant d'une profonde réflexion :

» — Mon colonel, nous finirons fusillés dans les fossés de Vincennes. »

Dans les semaines qui suivent, le colonel de Blignières se dépense sans compter pour la cause de l'Algérie française que seul, estime-t-il, un *pronunciamiento* peut encore sauver. Il se livre à un long, délicat, patient travail d'unification des divers groupes prêts au *clash*. Il n'est pas de jour qu'il ne s'entretienne avec des industriels. Pas de jour qu'il ne gagne à ses vues des représentants des milieux économiques, des politiciens. Chez ces derniers il trouve des appuis au centre et au centre droit, des appuis timides, car ceux qui lui font la promesse de soutenir le mouvement qui se prépare redoutent de voir leur nom apparaître avant que le succès n'ait couronné l'entreprise.

Blignières et ses amis cherchent à savoir ce que seront les réactions de l'étranger placé devant la réalité d'un soulèvement militaire en France. Il utilise pour cela les relations qu'il entretient dans les milieux de l'O.T.A.N. Ces contacts sont établis à des niveaux qui permettent, selon les réponses faites, de conclure à une bienveillante neutralité.

Et d'abord l'Allemagne fédérale. A Bonn, on est très au fait de ce qui se passe en Algérie et l'on suit attentivement les péripéties du drame qui s'y joue. Les informateurs ne manquent pas. Les ressortissants allemands sont nombreux à la légion, qui alimentent en « tuyaux » les services diplomatiques.

Le sort de la Méditerranée... En quelles mains tombera le pétrole du Sahara dans l'éventualité du départ de la France... Ce sont des questions qui intéressent les Allemands. Très vite il apparaît qu'on trouvera, de ce côté-là, plus que des échos favorables au projet, à la condition toutefois que Bonn ait l'assurance que l'Algérie, le Sahara et ses ressources

Georges Bidault et son épouse. Il fait partie, ainsi que ▶ Jacques Soustelle, du petit groupe de civils et de militaires qui se réunit deux fois par semaine à Paris pour « étudier la conjoncture » et que Challe rejoindra.


Hervé de Blignières : un travail de contact et d'unification.

ne resteront pas uniquement à la disposition des Français, mais seront intégrés à l'Europe.

Les Britanniques, eux, sont plus réservés. Ce que les putschistes peuvent espérer de Londres, c'est une stricte neutralité. « Jouez votre jeu, nous jouerons le nôtre, mais ne comptez sur rien... » Les Américains adopteront, semble-t-il, une attitude identique... encore que certaines personnalités d'outre-Atlantique croient pouvoir promettre une aide logistique, à la condition que les militaires insurgés « tiennent au moins deux semaines ».

C'est en Afrique du Sud que les chefs du soulèvement trouveront le plus d'appuis. Là, on n'exige qu'un délai de huit jours. Après quoi les nouveaux responsables de l'Algérie recevront toute l'aide dont pourra disposer Johannesburg : trésorerie, matériel, fournitures. « Le maintien des Européens dans cette partie de l'Afrique est pour nous du plus grand intérêt. Nous vous y aiderons. »

Point de promesses, mais des encouragements du côté de Madrid. Serrano Suñer, le gendre du Caudillo, fait dire à ceux qui s'apprêtent à renouveler le geste de Franco vingt-cinq ans plus tard : « Tenez, tenez le plus longtemps possible. Notre politique se fera en fonction de vos possibilités à cet égard. »




Relève de la garde à l'Élysée, où rien de ce qui se trame, tant à Alger qu'à Paris ou à Madrid, n'est ignoré...

Les colonels se méfient

Et en France, qui marchera ? Du côté des fédérations d'exploitants agricoles, où la politique élyséenne n'est guère en odeur de sainteté, Blignières trouve des interlocuteurs particulièrement intéressés : « Nous ne pouvons pas mobiliser nos troupes sur le thème de l'Algérie française, lui disent les responsables. En revanche, nous pouvons les mobiliser sur une ligne parallèle, et notre action, déclenchée au même moment, épaulerait la vôtre... »

Entre Argenteuil et Colombes, la belle propriété d'un industriel abrite, à la même époque, les réunions de centristes, de giscardiens, de radicaux qui étudient avec sympathie les chances de réussite du mouvement. Des sénateurs, des financiers, des capitaines d'industrie demandent à Blignières : « Quel est votre support politique ? Quels sont vos besoins ? Notre intention est de vous soutenir car nous comprenons que vous représentez la dernière carte française en Afrique du Nord. »

« L'atmosphère était favorable à un putsch, écrit Yves Courrière. Si le pouvoir insurrectionnel tenait quinze jours, ses arrières seraient assurés. Mais en même temps, les colonels se méfiaient de ces multiples contacts. Ils n'avaient pas tort. » Les Renseignements généraux reçoivent alors de tous les côtés une foule d'informations. Cela grenouille de toutes parts. Et même si l'on ne complote pas, « on étudie sérieusement, dans le cas d'un départ "inopiné" du général de Gaulle, une structure de gouvernement susceptible d'assurer l'ordre, de prendre le relais et de gérer, le temps qu'il faudrait à une révision de la Constitution, les affaires de l'Etat ».

Dans ce dessein, une réunion secrète s'était tenue récemment. Elle réunissait des personnalités de tendance nationaliste et antigaulliste. Son propos n'avait rien de subversif, assure l'informateur des R.G. Il était seulement question de créer un gouvernement provisoire assurant la continuité de la légalité républicaine en cas de départ du général de Gaulle.

Au cours de cette réunion prospective on avait même établi un projet de haut-commissariat de la République assisté de douze commissaires généraux remplaçant les ministres. Des noms, parmi lesquels on retrouvait des personnalités politiques et financières de premier plan, avaient été avancés sans que l'on pût dire si les intéressés avaient été consultés.

Cette liste parvint, en 1961, aux Renseignements généraux.

Que fit la direction de ce service lorsqu'elle l'eut en main ? Eh bien, elle classa l'information !... H

Pierre-Albert LAMBERT

◄ Le général de Gaulle remet au général Gambiez la plaque de grand-croix de la Légion d'honneur : le prix de la fidélité. De Gaulle avait une confiance absolue en Gambiez. Les événements d'avril 1961 montreront au chef de l'État qu'il peut compter sur lui.

Keystone

Tomber sous les balles ennemies est dans l'ordre des choses pour un soldat. Mais pas quand on ne sait plus pour quoi l'on meurt. Et des officiers du 1er R.E.P. refuseront de partir en opération, le 8 janvier 1961, estimant ne plus avoir le droit de risquer la vie de leurs hommes.

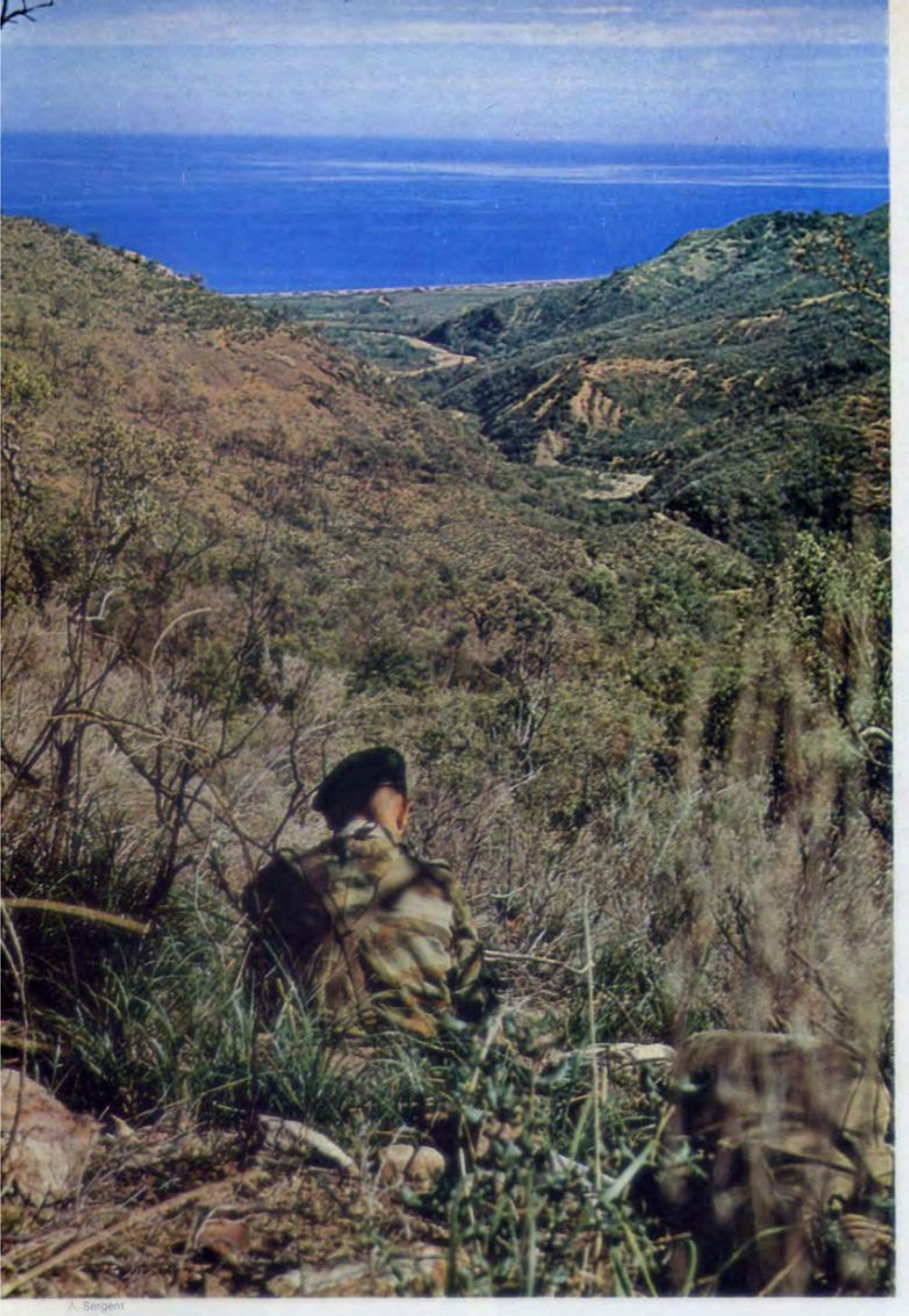
Le général de Saint-Hillier, chef de la 10e D.P., en compagnie de Gambiez. Saint-Hillier, lorsqu'il apprendra que trois commandants de compagnie du 1er R.E.P. refusaient de prendre part à une opération, enverra le commandant de Saint-Marc pour « aider le lieutenant-colonel Guiraud dans sa tâche ». ▼

E.C.P.A.



LA COLÈRE DES LÉGIONNAIRES

LE 1er R.E.P. était dans le Constantinois lorsqu'il apprit les événements qui se déroulaient à Alger à l'occasion du voyage de De Gaulle, en décembre 1960. Quand les officiers surent que le drapeau du F.L.N. flottait sur la ville avec la complicité des gaullistes, ils voulurent rentrer à Zéralda, leur base arrière, située à 25 kilomètres d'Alger. Certains officiers, qui étaient dans le secret, attendaient avec impatience le message que devait envoyer le colonel Dufour pour donner au régiment le signal du mouvement. Pas de



A. Sergent

message ! Dufour avait disparu. (On apprendra plus tard que, bien transmis par Degueldre, le message tant attendu n'était jamais arrivé à destination...) Certains voulaient partir tout de même pour Alger. D'autres refusaient. Le reste n'était pas déterminé. Finalement, le 1er R.E.P. attendit. Il resta dans le Constantinois.

En grève !

8 janvier 1961. 5 h 30. Au point de regroupement d'où le régiment doit partir en opération, trois compagnies sont absentes. Un retard ? Non. C'est un mot inconnu chez les légionnaires parachutistes. Les trois unités ne viendront pas. Leurs officiers refusent d'obéir.

Jamais, depuis le début des guerres d'Indochine et d'Algérie, des officiers parachutistes ou légionnaires n'avaient refusé de partir en opération. Un refus d'obéissance ! Une grève ! C'est un scandale que le commandement prend au tragique.

Dès la veille, le lieutenant-colonel Guiraud, nouveau commandant du régiment, avait alerté son chef hiérarchique direct, le général Saint-Hillier, chef de la 10e D.P. « Je ne suis plus en mesure d'assurer mon commandement, lui avait-il dit par téléphone. Trois commandants de compagnie refusent désormais de prendre part à des opérations. » Saint-Hillier se rend sur place, dans la région de Lamy. A 7 heures, le 8 janvier, il trouve effectivement trois compagnies au bivouac. L'une est en tenue, les autres aux soins de propreté.

« J'ai convoqué les capitaines Simonot et Ponsolle ainsi que le lieutenant Godot, écrit Saint-Hillier dans un compte rendu secret destiné au général commandant en chef en Algérie. Les raisons de leur conduite [...] faisaient ressortir une fatigue nerveuse consécutive sans doute à de trop longues campagnes ininterrompues en Extrême-Orient, puis en Algérie... Ces officiers [...] faisaient largement état de l'évolution politique suivie en Algérie et de leur fatigue physique. »

Le grand coup de balai

Il est vrai qu'ils sont fatigués, ces hommes. Mais pas physiquement ! C'est moralement qu'ils n'en peuvent plus. Ils estiment qu'ils n'ont plus le droit de risquer la vie d'un seul homme pour une politique qui consiste à livrer l'Algérie au F.L.N., c'est-à-dire à l'ennemi. Ils ne marchent plus, au propre et au figuré. Oui, ils se mettent en grève !

La hiérarchie s'affole. Tentatives de persuasion, menaces... Rien n'y fait. En fin de compte, le général commandant le corps d'armée de Constantine fait cueillir les officiers rétifs en hélicoptère et les met aux arrêts de rigueur. Une pluie de sanctions s'abat alors sur les révoltés et sur ceux qui se solidarisent avec eux. C'est le grand coup de balai. Presque tous les anciens sont mutés d'office dans des unités stationnées en métropole ou en Allemagne. Le lieutenant Degueldre est envoyé au 4e régiment étranger d'infanterie, mais il refuse de rejoindre son nouveau corps. Le 25 janvier 1961, il entre dans la clandestinité.

Je fus de ceux que le commandement muta à la suite de ces événements. Le ministre m'envoya expier mes fautes à l'état-major du groupe de subdivisions de Chartres. Mais mes pensées, comme celles de mes camarades, restèrent en Algérie. Nous conservions entre nous les contacts le plus étroits possible, sachant que nous pouvions compter les uns sur les autres en cas de coup dur. Trois officiers me tenaient au courant de ce qui se passait en Algérie : le capitaine Souètre, des commandos de l'air, les lieutenants de La Bigne et Degueldre. Tous les trois avaient été mutés à la suite des événements de décembre. Tous les trois avaient refusé de rejoindre leurs nouvelles affectations et cherchaient avec impatience un chef capable d'utiliser le dispositif civilo-militaire qu'ils avaient organisé à Alger.

Roger Degueldre, venu une fois de plus clandestinement à Paris, me dit un jour :

— Si Dufour le veut, il peut reprendre ▶

le commandement du régiment. Les nouveaux commandants de compagnie le suivront. Il prendra Alger sans coup férir et les civils sont prêts à se rallier à lui.

Quelques jours plus tard, presque tous les officiers du 1er R.E.P. mutés « disciplinairement » étaient réunis chez moi. Le colonel Dufour arriva.

— Alors ? me dit-il.

J'exposai la situation, évoquai la course de vitesse déclenchée par le gouvernement gaulliste, résumai les événements de décembre qui m'avaient permis de mesurer la détermination de certains chefs de corps et conclus :

— Avant de tenter quoi que ce fût, mon colonel, nous avons voulu vous poser la question suivante : accepteriez-vous d'aller, avec nous, reprendre le commandement du régiment pour essayer une dernière fois d'enrayer le cours actuel des choses ?

Le colonel Dufour ne s'attendait pas à pareille proposition.

— Laissez-moi quelques minutes de réflexion, dit-il.

Il quitta la pièce et se mit à arpenter le vestibule. Silencieux et résolus, nous attendions sa décision comme on attend un verdict. Nous sentions la densité du

Souètre : des commandos de l'air au maquis de l'Oranais



Le capitaine ▶ Souètre. Muté à la suite des événements de décembre 1960, il n'avait pas rejoint son affectation et était entré dans la clandestinité.

Dans les premiers jours de février, des rumeurs commencent à circuler sur l'existence d'un maquis « Algérie française » dans le sud de l'igamie d'Oran. Bientôt, des précisions parviennent aux journalistes : le chef de ce maquis activiste serait le capitaine Souètre avec, pour adjoint, le sergent-chef Petitjean.

Ces rumeurs sont vite démenties, et d'une manière catégorique, par le porte-parole de la Délégation générale et du commandant en chef. A Oran, le capitaine Ritz, officier de presse du commandant du corps d'armée, déclare aux envoyés spéciaux : « Nous ne pouvons que rire d'une telle information. » C'est l'époque où, chaque fois que la situation devient préoccupante pour les autorités civiles ou militaires, la réponse est invariablement : « Nous ne pouvons que rire... » La population, elle, qu'elle soit dans les villes ou dans le bled, dans le camp des Européens ou dans celui des musulmans, ne rit pas, car elle fait les frais de l'incohérence gouvernementale.

Ceux qui, dans l'ombre, préparent l'Organisation armée secrète, qui doit prendre en main la totalité de la population européenne comme le F.L.N. a noyauté les musulmans, ne vont pas tarder à réagir. Bientôt, vers la mi-février, des tracts circulent par milliers dans les rues d'Oran :

Oranais, considérez-vous comme mobilisés sur place. La révolte gronde au sein de l'armée. Préparez-vous à répondre à son appel et aux ordres que les patriotes vont vous transmettre de leurs maquis.

Citoyens musulmans, israélites, chrétiens, armez-vous ! Formez vos bataillons !

D'autres arguments vont prouver l'existence de ce maquis. Un soir, j'apprends que Petitjean, en tenue léopard, est venu prendre l'apéritif dans un bar de Saint-Eugène, accompagné de ses gardes du corps, eux aussi en « tenue Bigeard ». Ils ont confirmé que leur chef était le capitaine Souètre. Ce dernier est bien connu dans l'armée. Il est né dans la région de Bordeaux en 1930. Enfant de troupe de douze à dix-sept ans, il est entré dans l'aviation et, après un stage d'E.O.R., a été nommé sous-lieutenant en 1952. Jusqu'en 1956, il a servi en Allemagne, dans l'artillerie de l'air, mais, sur sa demande, en mars de cette même année, il est affecté en Algérie à la demi-brigade de fusiliers de l'air. Six mois plus tard, il passe dans les commandos parachutistes. En décembre 1959, ses succès opérationnels sont tels qu'il reçoit les trois barrettes dorées de capitaine après avoir été fait chevalier de la Légion d'honneur et décoré de la croix de la valeur militaire avec sept citations dont trois à l'ordre de l'armée. Belle carrière pour un garçon de vingt-neuf ans dont sept comme officier !

Souètre est courageux, pas seulement au combat, mais aussi dans ses propos. Il ne cache pas à ses supérieurs que la politique algérienne pratiquée selon les directives de Paris lui paraît absurde. Les militaires encouragent les musulmans à rester fidèles à la France alors que la France cherche à se débarrasser de l'Algérie. La véhémence de son langage est telle qu'il est muté hors commandos en décembre 1960. Un mois plus tard, Souètre lance le réseau « France-Résurrection » avec l'aide d'un de ses sous-officiers, Marcel Petitjean, et il implante son maquis dans le Sud-Est oranais, à la charnière des Beni-Chougrane et de l'Ouarsenis, dans une région au relief tourmenté où Souètre a « cassé du fellagha » avec ses « paras », lors des grandes opérations lancées par Challe. Il s'y est fait de nombreux amis parmi les agriculteurs européens qui assurent son ravitaillement et lui signalent les mouvements de troupes. L'ancien officier rebelle des commandos, qui a lu Mao, sait que, comme le F.L.N., il peut vivre tel le poisson dans l'eau dans cette contrée. Mais il commet l'imprudence de se déplacer vers le nord, en direction de Mostaganem dans le fief du cheikh Ben Tekkouk, notable musulman partisan de l'Algérie française. Il se fera arrêter sur dénonciation, tout près de Bouguirat, en février 1961. Mais son réseau subsistera, fortement implanté en Oranie, où il formera un comité d'accueil au moment du putsch d'avril.

Car du putsch, beaucoup on parle... On emploie plus exactement le terme clash. *Chaque matin, à la conférence de rédaction des journaux d'Algérie, la question est posée : « Alors, le* clash, *c'est pour demain? » Mais les autorités civiles et militaires continuent à affirmer qu'il n'existe aucun mouvement de dissidence chez les Européens et que l'armée se consacre uniquement à traquer les katibas F.L.N. Le « cas Souètre » n'est qu'un accident de parcours « provoqué par un brillant officier exalté et aigri ».*

Un soir de mars, alors que la tension monte de plus en plus à Oran, où les terroristes du F.L.N. multiplient les attentats dans les quartiers situés à la limite de la ville arabe, un ami de longue date, Georges Anton, vient me trouver pour me proposer, avec un de mes confrères, une visite au maquis « Petitjean ». J'hésite un instant, puis la curiosité l'emporte. Je vais pouvoir vérifier de visu *l'existence de ce maquis qualifié de « fantôme ». Rendez-vous est pris à 20 heures au coin du boulevard Charlemagne et de la rue du Général-Joubert. Une voiture nous attend. Au volant, notre guide. Sur le siège arrière un inconnu. Dès la sortie de la ville, sur la route de la Corniche qui conduit à Mers el-Kébir, ce dernier nous demande de nous laisser bander les yeux. Nous acceptons. Nous roulons ainsi dans le noir le plus absolu, mais je connais trop bien la région pour ignorer l'itinéraire suivi : les nombreux virages, très secs, prouvent que nous continuons à suivre le rivage. Puis nous devons revenir sur nos pas et descendre par une petite piste cahoteuse sur notre gauche, donc vers la mer. Lorsqu'on m'enlève mon bandeau, j'entends effectivement le bruit des vagues se brisant sur les rochers en contrebas. Nous sommes devant une petite maison dont les lumières sont tamisées. Nous franchissons le seuil et restons un instant éblouis avant de pouvoir découvrir les gens qui nous attendent, tous revêtus de la tenue des parachutistes. Au milieu de la salle, en avant de ses camarades, un grand garçon au visage émacié, portant une impressionnante brochette de décorations et des épaulettes d'officier, se présente : « Capitaine Petitjean, de l'armée secrète. » Et du doigt il nous montre sur le haut de sa manche gauche un écusson tricolore portant l'inscription « Réseau France ».*

Déserteur pour ne pas trahir

Ainsi, nous avons enfin devant nous l'adjoint de Souètre, dont il se dit le successeur. Il en a d'ailleurs pris le grade. Il nous explique la raison de cette clandestinité. Ses unités sont dispersées dans le bled. Elles ont récemment accroché un commando zonal du F.L.N. près de Sidi-Bel-Abbès et lui ont infligé des pertes. Il a déserté pour ne pas trahir les musulmans qu'il avait incités à choisir le camp de la France. Il nous dit que des contacts sont déjà établis, à un très haut échelon, avec des chefs militaires dont il ne peut encore donner les noms. Il m'autorise à enregistrer ses déclarations sur mon magnétophone portatif. La conversation dure près de deux heures. L'atmosphère est très détendue et, pendant que nous posons des questions, l'un des maquisards sert une tournée d'anisette avec de la kémia. Nous repartons peu avant minuit. Dès que nous sommes rentrés en ville, les bandeaux nous sont retirés. Cinq minutes plus tard, nous sommes contrôlés, dans les bas quartiers de la Marine, près de la préfecture, par une patrouille de C.R.S.

Le lendemain matin, je passe mon reportage sur modulation de fréquence au poste périphérique européen dont je suis le correspondant. Mais une heure plus tard, alors que j'attends Paris en ligne pour transmettre d'autres informations d'actualité, un coup de téléphone impératif me demande de me rendre d'urgence à l'ancienne préfecture de la place Kléber. Je n'ai pas le temps de faire antichambre comme c'est l'usage : l'huissier me fait immédiatement entrer dans le cabinet du préfet départemental Brottes, entouré de son secrétaire général, du commissaire divisionnaire chef des Renseignements généraux, Raymond Heim, et de l'officier de presse du général Gambiez, commandant le corps d'armée, le capitaine Ritz.

Les questions fusent. Les autorités ont été prévenues, par le ministère de l'Intérieur, de la bande magnétique que j'ai transmise deux heures auparavant. Le ministre a été informé par le directeur du poste périphérique. Il demande des comptes à son préfet et ce dernier veut savoir comment j'ai pu réaliser ce reportage. J'explique le tout en détail mais refuse de donner le nom de la personne qui m'a permis de voir le premier maquis dont les autorités ont toujours nié l'existence. Je suis alors accusé d'être le complice d'une manœuvre d'intoxication. J'affirme n'avoir été que le témoin d'un épisode de cette guerre d'Algérie que je suis jour par jour depuis son début dans l'Aurès. Une des autorités présentes me demande à nouveau de préciser où se trouvait le lieu de notre rencontre. Je l'ignore ! Qui nous a accompagnés? Je refuse de dire le nom de cette personne. On me demande de remettre la bande magnétique. Je la donne, car j'en ai conservé le double. Je suis alors menacé d'être expulsé d'Algérie. Je demande aux autorités de mesurer les conséquences de cette décision, qui ressemble à une « lettre de cachet » et constitue une menace pour la liberté de la presse. Je précise que je dois alerter mon syndicat, qui peut très bien décider de refuser tout contact, désormais, avec les porte-parole officiels. Comme les rapports avec la presse sont alors très tendus, je suis relâché, mais avec des menaces non dissimulées concernant toutes les informations que je serais désormais amené à transmettre à Paris. Un an plus tard, presque jour pour jour, je serai définitivement expulsé d'Algérie pour avoir décrit jusqu'au bout la situation lamentable dans laquelle la carence des pouvoirs publics avait laissé sombrer les populations musulmane et européenne de ce pays.

Mais Oran vivait en véritable état de siège : la légion étrangère venait d'être implantée dans la ville arabe où elle avait placé des fusils mitrailleurs en batterie à chaque carrefour. Et comme les commerçants musulmans avaient aussitôt baissé leurs rideaux métalliques en signe de protestation, les C.R.S. furent mobilisés pour aller porter les ordres de réquisition de réouverture. Le préfet faisait savoir que des sanctions seraient prises contre les grévistes. Déjà la ville arabe était étroitement contrôlée par le F.L.N., qui disposait de sa propre administration et y imposait sa loi.

Léo PALACIO

combat qui se livrait en lui, entre son désir d'action et la crainte de se tromper, entre la certitude de nous décevoir en répondant non et le risque de gâcher la dernière chance s'il disait oui.

Il revint enfin dans la pièce où nous l'attendions.

— Non, dit-il d'une voix ferme. Je ne ferai rien tant que l'on ne cherchera pas d'abord à renverser de Gaulle. Tant qu'il disposera du pouvoir à Paris, rien ne pourra réussir à Alger.

L'idée d'intervenir d'abord et directement à Paris n'était pas nouvelle. Mais aucun homme politique ne la faisait réellement sienne.

Plus le temps passait et plus la solution du coup de force s'imposait à nos esprits. Nous n'avions plus le choix. La Bigne et Degueldre faisaient la navette entre Alger et Paris. Nous voulions d'abord prouver aux colonels qu'ils pouvaient compter sur nous.

Muté en métropole

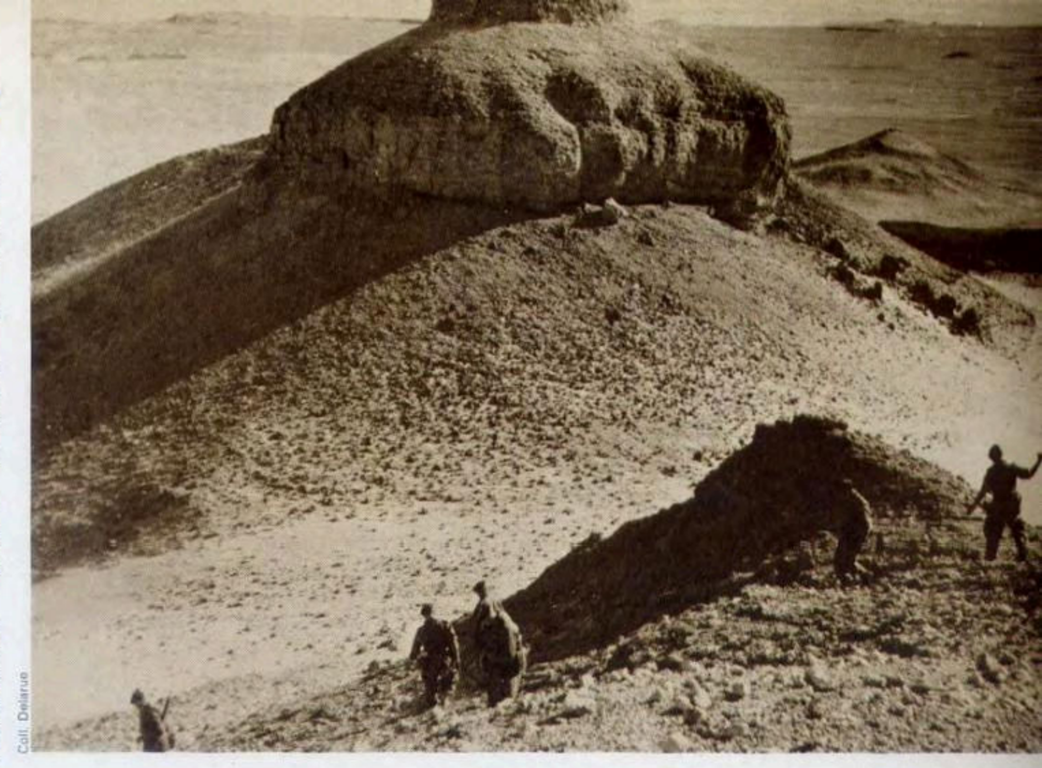
Vers le 15 janvier 1961, Degueldre crut avoir obtenu l'accord ferme du général Faure pour prendre la tête du mouvement. Une date fut retenue. Degueldre déclencherait l'action avec les faibles éléments dont il disposait : une poignée de jeunes officiers, la base arrière du 1er R.E.P. et celle du groupe de transport 508 qui devrait aller chercher les compagnies du 9e R.C.P. sur le terrain.

La mise en place du soulèvement était déjà commencée lorsque, à 18 heures, ce jour-là, deux émissaires arrivèrent précipitamment de Paris.

— Faure ne viendra pas, dirent-ils à Souètre et à Degueldre. Nous avons mission de nous rendre compte par nous-mêmes du sérieux de votre affaire.

C'était la catastrophe. Le lieutenant Delhomme ayant été surpris au moment où il s'emparait du dépôt d'armes des commandos de l'air à Reghaïa, le commandement fit encercler la base. Le lieutenant Le Guen, du commando 30, donna à son chef, le lieutenant-colonel Aimery, tous les détails de l'opération projetée. Et une nouvelle pluie de sanctions s'abattit sur les chefs des conjurés. Degueldre s'enfonça plus encore dans la clandestinité. Souètre, considéré comme l'un des plus dangereux, fut envoyé aux arrêts à Constantine où le général Fourquet lui promit un nouveau commandement, celui du... foyer du soldat ! Le grand capitaine para n'eut pas à prendre en compte les cartons de bière, les tubes de dentifrice et les paquets de lames de rasoir. Le foyer brûla la veille du passage des consignes...

Muté en métropole cette fois, Souètre



Coll. Delarue



Coll. Delarue

Depuis six ans, le 1er R.E.P. se bat en Algérie. Et il a payé un lourd tribut. Mais c'est moralement plus que physiquement que les hommes sont atteints. Plus le temps passe, plus la solution du coup de force s'impose à leur esprit, et le 1er R.E.P. entrera dans l'Histoire comme un régiment mutiné.



Coll. Delarue



A. Sergent

Le camp de Zéralda, base du 1er R.E.P. où les chefs de corps avaient laissé leur empreinte : la chapelle de Dufour, le mess de Brothier, le foyer de Jeanpierre...

à Paris même, la résistance s'organisait

se résolut à prendre le maquis en Algérie avec trois de ses sous-officiers, les sergents Lemineur, Lucas et Esquère, et une vingtaine de civils. Caché chez le cheikh Ben Tekkouk, près de Mostaganem, il fut trahi par son hôte huit jours plus tard et arrêté début février. Le premier maquis des partisans de l'Algérie française avait vécu.

L'exemple de ces hommes contribua à « chauffer » les jeunes cadres de l'armée, qui saluaient leur courage. En métropole, hélas ! les hommes résolus et les unités favorables à une intervention étaient dispersés. Il était fort probable qu'à l'heure des grandes décisions, l'attentisme prévaudrait. Il n'y avait pas beaucoup d'illusions à se faire là-dessus. Pour écarter de Gaulle, comme le voulait le colonel Dufour, il faudrait venir d'Algérie.

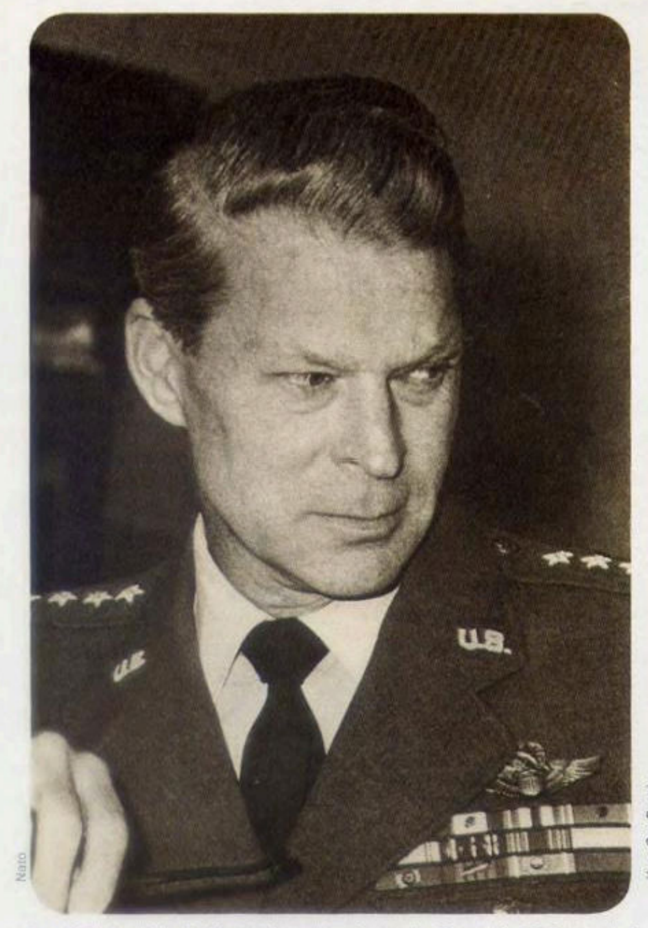
Cela n'empêchait cependant pas certains officiers de préparer une intervention là où ils se trouvaient. A Chartres, où j'étais affecté depuis peu, je découvris par exemple en quelques semaines comment neutraliser autorités militaires et civiles, comment m'assurer du contrôle des « points sensibles » de la région. Spontanément, des hommes venaient se mettre à ma disposition, parmi lesquels les jeunes officiers de réserve qui « avaient fait » l'Algérie se montraient les plus ardents. Certains responsables de la gendarmerie étaient même venus m'offrir en grand secret leur concours, l'aide de leurs hommes et l'appui de leurs armes. Dans d'autres villes, à Paris même, la résistance s'organisait, mais, comme l'avait écrit fort justement Serge Bromberger à propos déjà des révolutionnaires du 13 Mai, tandis que les généraux de réserve s'activaient, les généraux d'active, eux, se réservaient. H

Pierre SERGENT

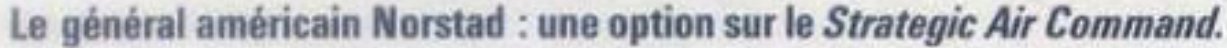
A. Petit/Atlas Photo

Coll. A. Sergent

Chartres, où fut envoyé le capitaine Sergent pour « expier ses fautes ». Là, il aura de nombreux contacts avec des officiers et même des responsables de gendarmerie qui viendront se mettre à ses ordres.



Nato



Le général américain Norstad : une option sur le *Strategic Air Command.*



Yves-Guy Bergès

Challe, commandant du Centre-Europe : il commande une passoire.



A.G.I.P.

Jouhaud : à l'assaut de Challe.



Yves Courrière

Lacheroy : des locaux très en vue.



Marcel Mousson

Argoud : des dons exceptionnels.



Coll. de Blignières

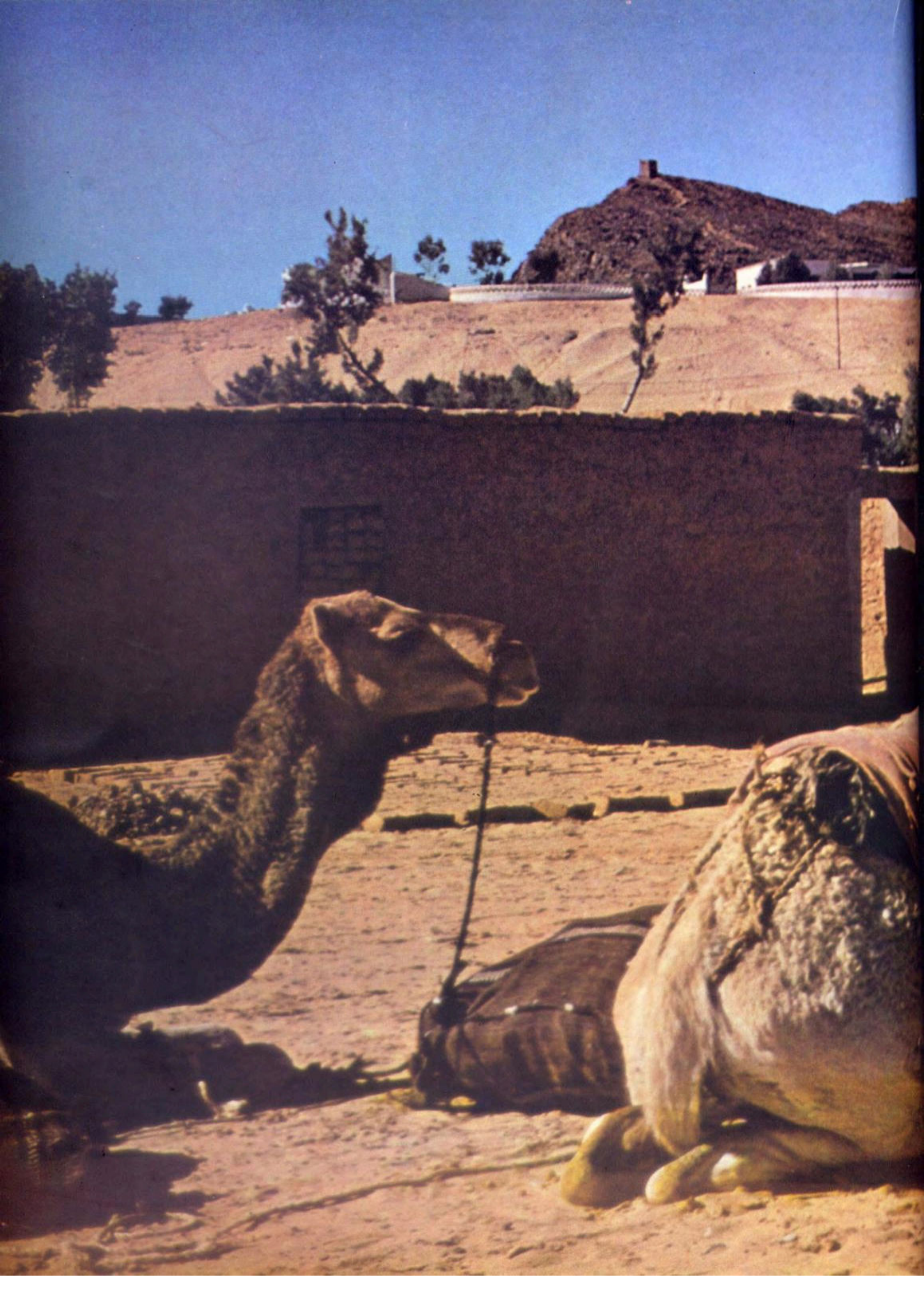
Blignières : des amis partout.

Le travail de contact et d'unification des groupes prêts au *clash* accompli par Blignières a été considérable et, malgré les mutations, le soviet des colonels s'est reconstitué. Mais au mouvement il manque une tête, Massu et le maréchal Juin s'étant récusés. Challe, à qui l'Algérie « est restée en travers de la gorge », semble tout indiqué. A Fontainebleau, il a conscience de son inutilité. Les conjurés auront vite fait de lui démontrer où est sa place.

ON RECHERCHE UN GÉNÉRAL...

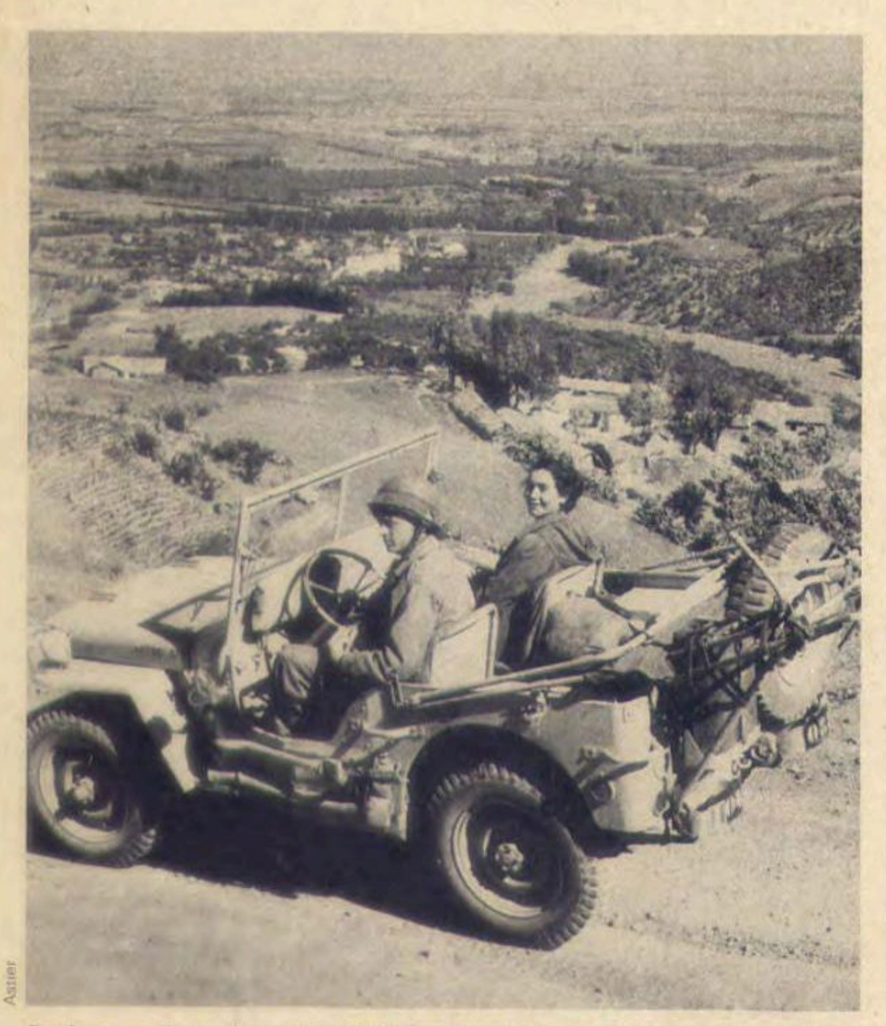
ALGÉRIE, avril 1961. A n'en pas douter, une nouvelle crise se prépare, les indices se multiplient. Mais, cette fois, ce ne sera pas la répétition des journées précédentes. Ce ne sera pas une démonstration face au pouvoir, un front armée-pieds-noirs. Les activistes, les membres du F.A.F. défunt, même s'ils débordent de rage et d'amertume, sont décidés à ne plus prendre l'initiative des manifestations collectives.

(Suite page 2660)



LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Astier

De douar en douar, la tournée de l'infirmière, toujours attendue avec impatience...

... Pour mieux éclairer l'opinion publique sur le comportement de certains officiers, ne pourriez-vous reproduire le texte du message « ultra-confidentiel » signé du ministre des Armées, M. Messmer, diffusé au moment des « pourparlers » de Melun ?

Si ma mémoire est fidèle, après un préambule pour apaiser les consciences des combattants en Algérie, il était précisé qu' « en aucun cas le gouvernement français ne traiterait avec le seul F.L.N. ».

Il y avait une différence notable entre les ordres diffusés à l'armée et les déclarations politiques de nos gouvernants. Cette dualité entre la diffusion des intentions de règlement du problème algérien et des missions fixées aux unités mérite à mon avis d'être soulignée. Elle a duré jusqu'au 19 mars 1962.

Ne croyez-vous pas qu'elle peut être dévoilée dix ans après la tragédie qui a divisé l'armée en particulier et la France en général ?...

M. J. P..., 66000 Perpignan

★

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article sur les commandos de l'air, c'est dommage qu'il ne mette en lumière qu'une partie de son existence, car après le colonel Coulet, il y a eu le colonel Emery, qui a pris le commandement au départ du colonel Coulet, et ensuite moi-même comme dernier commandant, par intérim, alors que l'unité était dissoute pour sa participation au putsch.

Mais j'en viens au point essentiel : votre article paru dans le n° 309 sur les commandos de chasse. Nombreuses sont les élucubrations sur leur création ; d'aucuns en revendiquent la paternité, mais leur origine est les commandos de l'air.

J'ai une très grande admiration pour le général Challe, qui m'honore de son amitié, mais les commandos de chasse ne sont pas ses enfants pas plus qu'au capitaine Mario.

Leur création a eu pour réalisateur le colonel Duval, alors commandant le C.A.T.A.C. n° 1 de Constantine.

Son appellation : commando d'observation, sa composition : une trentaine de volontaires venant de l'armée de l'air et ▶

quelques-uns de l'armée de terre, dont quelques rebelles ralliés.

L'entraînement a été effectué chez le colonel Bigeard, au camp Jeanne-d'Arc; pour l'action au sol, par le lieutenant Georges (du commando Georges); entraînement au saut par les moniteurs de Philippeville et par moi-même.

Les sauts ont éliminé plusieurs ralliés et le commando a été formé avec une trentaine de brevetés, hommes de troupe et sous-officiers compris. Son commandant, le capitaine Morel Georges, des commandos de l'air, et son adjoint, le lieutenant Leguen.

La première opération a été faite en septembre 1958 dans la zone interdite d'El-Milia, sa mission avait été un guidage de chasse sur objectif identifié par photographies aériennes. Les résultats avaient été très appréciés.

C'est à la suite de ces différentes actions que le commandement, dont le général Challe, reconnaissant l'intérêt des ces unités, les multiplia.

M. G. M..., 63140 Châtel-Guyon

★

J'avoue avoir été surpris en lisant, dans votre nº 261, l'article consacré au voyage du général de Gaulle en Algérie en juin 1958. En effet, n'y sont pas citées les paroles capitales prononcées à Oran, le 6 juin, par le nouveau président du Conseil. Je me permets donc de les rappeler ici à vos lecteurs, surtout aux jeunes, qui n'ont pas vécu les événements et doivent donc être informés avec un soin tout particulier :

« Oui, oui, oui! La France est ici pour toujours [...] avec la volonté de démontrer [...] qu'elle *(l'Algérie)* est organiquement une terre française, aujourd'hui et pour toujours! [...] Vive Oran! ville que j'aime et que je salue, bonne, chère, grande ville française. »

Paroles capitales. En effet, elles expliquent bien l'enthousiasme avec lequel tous les partisans de l'Algérie française (à part quelques rares individus particulièrement perspicaces) se sont ralliés à de Gaulle en 1958 et l'acharnement qu'ils ont mis à le combattre quand ils ont vu toutes ces solennelles promesses progressivement reniées.

L. C..., 61000 Alençon

★

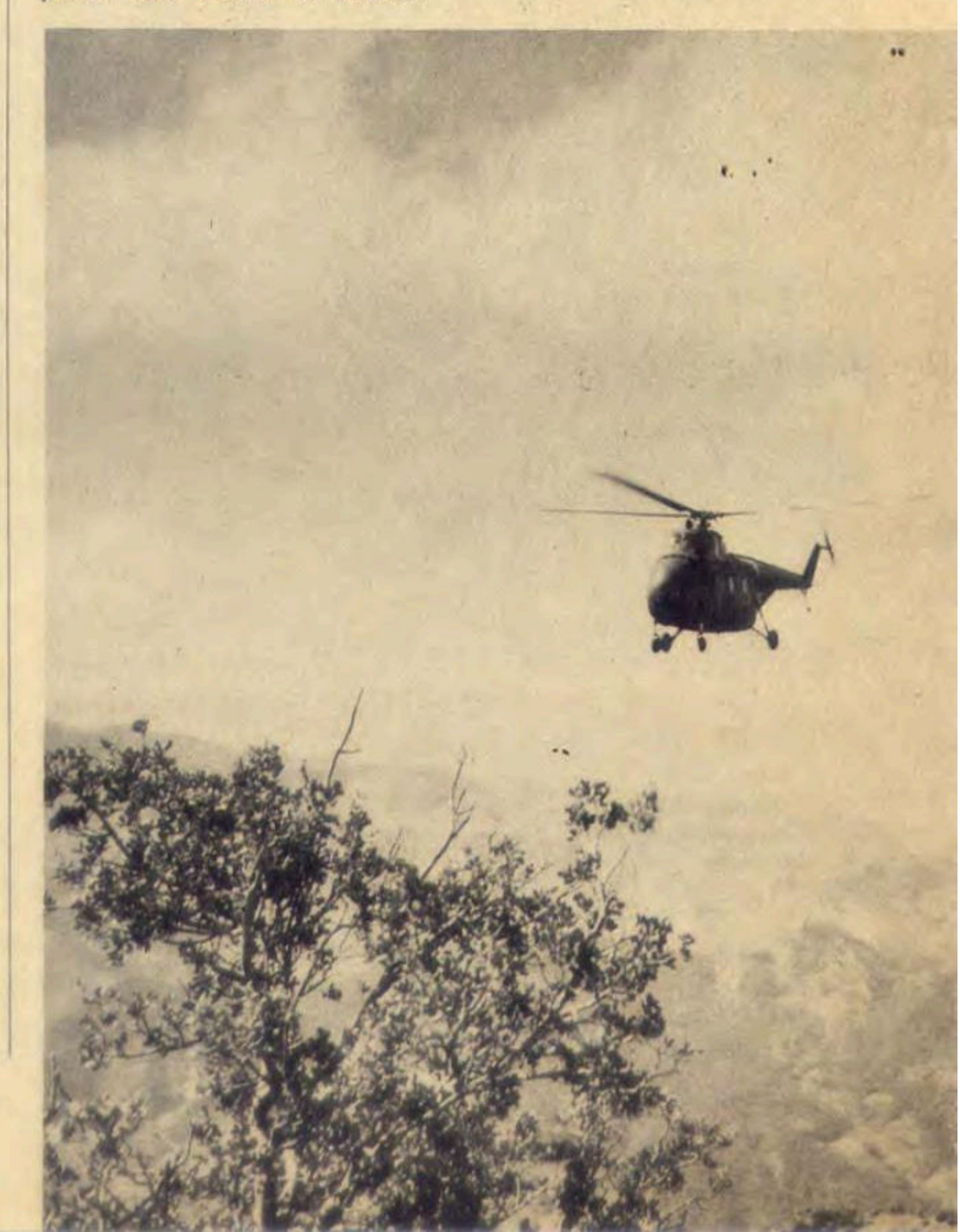
... Si je vous écris, aujourd'hui, c'est parce qu'il me semble que vous n'avez pas parlé d'une certaine opération. Ce n'était pas une opération militaire, mais une opération baptisée « S.O.S. Survie-Sahara », patronnée et financée par un hebdomadaire et ayant fait l'objet d'une très grosse publicité.

L'opération avait pour but de prouver que l'être humain, avec un minimum d'eau et de nourriture, pouvait tenir très longtemps dans le désert.

Tous les membres de cette O.P. étaient volontaires, et étaient suivis par des toubibs civils.

Il y avait avec eux un sous-officier de carrière, très sympathique, surnommé « Ben » (1re C.S.T. C/Béchar). Étant moi-même appelé à la 1re C.S.T. et détaché en tant que radio à Tabelbala (Saoura), j'ai eu l'occasion de voir cette fameuse caravane S.O.S. S.S., et d'avoir plusieurs entretiens avec « Ben », qui, entre autres, m'a dit, à l'époque, que toutes les photos prises représentant l'équipe de

... Et, la guerre continue : l'hélicoptère survole les crêtes pour surveiller les mouvements, larguer le courrier ou parfois aussi évacuer un malade...



reporters, dans les pires conditions de chaleur et d'ensablage, avaient été prises dans la proche banlieue d'Oran, à grands renforts de pelles de sable!

J'ai moi-même fourni une grosse tarentule que j'avais piquée au formol, pour faire « plus vrai »! Et je puis vous affirmer que, quand l'équipe arrivait dans un poste, ce n'était pas de l'eau qu'ils buvaient au mess des sous-officiers!

Or, après avoir quitté Tabelbala, venant de leur première étape (C/Béchar), il survint un triste événement, où la censure militaire se montra dans toute sa rigueur. Voici les faits :

Un dimanche matin, de jeunes appelés, des environs de Béchar (Hammagan ou Kenadsa) décident d'aller à la chasse à la gazelle. Ils partent en G.M.C., presque sans eau, se perdent et, finalement, meurent tous de soif (et ce, pas très loin d'un poste militaire). Des recherches sont immédiatement entreprises et leurs corps sont découverts par l'équipe S.O.S. Survie-Sahara (étant radio de service ce jour-là et faisant les retransmissions de messages, je n'avance rien dans le vide).

Donc les reporters s'empressent de faire un tas de clichés des victimes (beau reportage en vue). Mais, une heure après, télégramme flash au capitaine commandant la base de Tabelbala : « Saisir toutes les photos et tous les négatifs. »

M. R. G..., 78600 Maisons-Laffitte

Astier



★

Après le putsch, le général Challe annonça qu'il prenait la décision de renvoyer les appelés métropolitains du contingent en France, pour continuer la lutte contre le F.L.N. avec les volontaires algériens, la légion et les paras.

En conséquence un premier départ était prévu pour le mardi suivant, par le *Président-Cazalet*, je crois.

Ce jour-là, la presse et la radio faisaient appel aux pieds-noirs pour assister les organisateurs, saluer à quai le départ de ce premier contingent et offrir aux partants cigarettes, oranges, friandises, etc.

Je suis donc allé à quai.

Il y avait une foule importante de pieds-noirs pour répondre à l'appel, mais aussi pour remettre aux militaires en partance des lettres timbrées à destination de leurs familles en métropole. En effet, depuis le samedi, le gouvernement français avait décrété le blocus de l'Algérie et il n'y avait donc plus de communications postales, téléphoniques et télégraphiques.

Les neuf dixièmes des militaires sollicités refusaient de prendre ces lettres et montaient à bord après avoir pris cigarettes et friandises.

A l'heure du départ, après que les hommes-grenouilles eurent fait le tour de la partie immergée du navire, pour vérifier si des bombes n'avaient pas été posées par le F.L.N., le navire largua ses amarres.

Et alors nous avons assisté à une chose ignoble. Beaucoup de militaires qui avaient pris des lettres les jetèrent à la mer et nous firent des gestes obscènes.

M. L. T..., 13000 Marseille

★

Nuit du 23 au 24 avril 1961.

... Le discours du « dimanche soir » avait galvanisé les appelés du contingent.

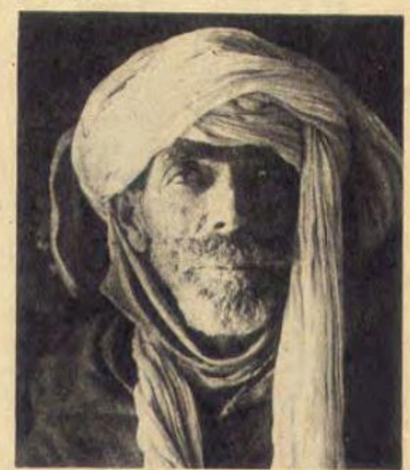
Dans l'allée principale de la base aérienne de Hussein-Dey, ce n'étaient que petits groupes de soldats réunis fébrilement autour des transistors.

« Je dis par tous les moyens », disait la voix venue de France.

Une fois le discours terminé, les hommes se sont regardés. Ils étaient pâles, silencieux, tous étaient conscients de la gravité de l'heure et du rôle important qu'ils allaient jouer. La décision vint vite, très vite : non-reprise du travail pour le lendemain lundi; surveillance accrue des voies d'accès à la base; interrogation des supérieurs pour connaître leurs sentiments à l'égard des généraux rebelles; essai de contact avec la France...

Quelques soldats accouraient déjà, les bras chargés de pots ▶

G. Marché



...celui-ci peut-être, ami ou ennemi au même visage impénétrable comme...

Précisions pour l'Histoire...

de peinture... La distribution fut vite faite; deux heures plus tard tous les murs de la base avaient leurs graffiti.

« Le contingent ne marche pas », « Vive de Gaulle! », disait l'un d'eux...

A. G...,
base aérienne de Hussein-Dey

★

Je me permets de vous demander une explication sur l'origine du terme « pied-noir »; car j'ai entendu, sur ce petit problème, tant de commentaires divers que je ne sais que penser.

M. A..., 77000 Melun

★

Secrétaire de mairie à Condé-Smendou depuis 1940, j'ai bien connu Zighout Youssef, le chef rebelle commandant le Nord constantinois (H.M. n° 206).

Zighout, né à Condé-Smendou en février 1921, possédait, en association avec un Européen du village avec qui il avait été à l'école, un petit atelier de forgeron.

En 1947, à l'occasion des élections municipales, il décida de se présenter en tête d'une liste musulmane sous l'étiquette M.T.L.D. Une seconde liste de musulmans, composée de notables, se constitua pour faire échec à celle de Zighout Youssef. Parmi eux, le cheikh Zitouni, un marabout qui avait une influence considérable sur la population musulmane de la commune (environ 15 000 personnes).

Qu'allait faire le petit forgeron

TÉMOIGNAGE

LES HOMMES DE LA NUIT

Les charognards, en tourbillons diffus, à demi noyés dans les brumes de chaleur, dessinent en hurlant une spire infernale; parfois, l'un bascule sur une aile, dégringolant le flanc du talweg comme une pierre. Il se pose là où l'œil ne peut rien voir, séparé de lui par les gerbes de bambous. Un homme là-bas, se meurt, les mains crispées à la pierraille, juché sur les herbes courtes et les fourmis habillées de rouille s'acheminent déjà en leur cohorte démoniaque.

Le soleil déclinant, encore haut, devient plus rouge et très loin s'effiloche de crête en village l'appel aigrelet du muezzin, les chiens angoissés lui répondent, couvrant des voix d'enfants.

Les blés sont toujours près de moi, rassurants jusqu'à la nuit et leurs têtes minuscules tremblotent parfois, ils abritent des centaines de grillons dont les appels timides peu à peu s'enhardissent.

Deux mondes s'affrontent et leur combat journalier laisse toujours mourir le bon. Il ne reste que la nuit et son convoi funèbre.

Çà et là des bougies s'allument, enveloppées de silhouettes fébriles ou rocailleuses; les voix se mêlent, inondant le plateau d'une jeunesse qui se doit d'être prête à mourir ce soir.

Lentement la lune sort du ciel, faisant jouer ombres et lumières comme sur la scène d'un théâtre, donnant aux mâtures des tentes l'aspect d'une flotte de navires au mouillage, en quelque port oublié.

Tout près, les chacals pleurent; au loin, les chiens hurlent à nouveau; par instants, un mortier lance au ciel une luciole dont la lueur dérive en direction du sud, comme pour emporter un message aux hommes du désert.

L'air ne semble plus exister, il règne une moiteur pesante et les blés en sont comme pétrifiés.

Parfois, une plainte surgit des toiles, un dormeur allume une cigarette et son rouge meurt et revit au rythme des bouffées, réchauffant le cœur des sentinelles.

A l'entour, les trois villages scintillent de leurs feux; ceux des vies groupées autour de leur maigre foyer et les autres, malfaisants, sinistres fanaux de mort au langage codé.

De mon poste, je peux voir la piste qui descend du piton à la route et celle-ci, pareille à une rivière blanchâtre dont on suit le cours anarchique durant quelques centaines de mètres; ensuite, elle vire et se perd dans les entrailles du talweg chevelu. Bordant la route, de minuscules points noirs à peine distincts se devinent, disséminés le long des haies : c'est notre patrouille revenant d'embuscade; je peux à loisir admirer leur technique, fruit de longs mois d'efforts.

Aucun bruit, aucun mouvement, juste des taches semblant glisser au fil de l'eau. Discrètement, avec un ensemble parfait les cinq culasses des sentinelles se sont reculées dans leur chambre mortuaire, prêtes à bondir.

L'éclaireur de tête vient d'aborder le chemin pierreux qui mène au poste et la lune l'étire comme un diable. Derrière lui, les douze hommes sont immobiles, accroupis à la lisière des blés.

Le mot de passe fouette la nuit et la chicane pivote en grinçant.

Un à un, les hommes se glissent à l'intérieur de l'enceinte et se dirigent vers le gourbi faisant office de foyer. Tarpin, les yeux bouffis, se traîne, le treillis au ras des fesses, décapsulant les bières pour les hommes de la nuit.

Chacun se met à l'aise, débouclant son ceinturon et les grenades se balancent au bout des brêlages; les gueules sont noircies de bouchon brûlé et les dents luisent à coup de plaisanteries. Il fait bon vivre, alors, les hommes apportent avec eux

contre cette formidable coalition qui bénéficiait, en outre, d'une certaine aide de l'administration?

Eh bien, il fut élu à une majorité écrasante, ce qui prouve qu'une bonne partie de la population était déjà, à l'époque, travaillée par les nationalistes algériens. Et pendant quatre années, de 1947 à 1951, Zighout remplit très sérieusement son rôle d'adjoint au maire.

Soupçonné de faire partie du C.R.U.A., il fut arrêté en 1951 par les inspecteurs de la sûreté de Constantine. Il fut incarcéré à la prison de Bône d'où il s'évada rapidement. Il se rendit ensuite, paraît-il, au Caire où il suivit les cours de l'École royale, puis revint en Algérie. A diverses reprises, des habitants du douar signalèrent sa présence à Condé-Smendou mais aucune mesure ne fut prise contre lui.

Arrivèrent les événements de 1954. Zighout fut de ceux qui organisèrent la « Toussaint rouge ». Il fut aussi celui qui organisa les massacres du 20 août 1955.

Zighout fut tué vers 1958 au cours d'une embuscade entre Saint-Charles et Sidi-Messich et sa mort eut, dans tous le Nord constantinois, un grand retentissement.

Son corps fut exposé sur la place de Condé-Smendou. Le commandant, en attendant l'arrivée de l'Identité judiciaire, me demanda de venir l'identifier.

Le tatouage qu'il portait au bras gauche (une clé à molette), et dont il était très fier, avait disparu comme avait disparu la dent en platine qu'il avait à la mâchoire supérieure gauche. Mais, dans la mort, ses yeux verts avaient gardé tout leur éclat.

Je dis au commandant qu'il s'agissait bien de Zighout Youssef. Le lendemain, d'ailleurs, le contrôle de ses empreintes digitales devait confirmer mon identification et écarter les derniers doutes.

L. L...

★

J'ai bien connu Zighout Youssef et je peux vous en entretenir.

Illettré en français et nanti d'une petite instruction coranique dispensée par un *taleb* de douar. Intelligence très moyenne, mais fanatique à outrance, ses chefs l'ont employé au mieux de ses aptitudes. Il a su profiter des collectes de fonds et, à sa mort, il était propriétaire immobilier et terrestre dans divers points des régions de Condé-Smendou et de Mila.

En 1950, il était artisan menuisier à Condé-Smendou. Une ▶



...ce vieillard venu voir le médecin et le capitaine de la S.A.S. Soins... renseignements?...

l'âme des sources, la senteur humide des ravins et l'oppression des ténèbres; leur présence impose force et protection.

On discute de la mission, du fell qui s'est fait sauter la gueule au pied de Taddert-Ouffelah, en voulant les allumer avec sa vieille pétoire et le raisiné qui pissait en saccades derrière sa fuite dans les éboulis.

La bière, fait roter, avec un « alouf » en fin de souffle, ce qui est la coutume.

Tarpin gémit en disant qu'il a sommeil, se fait engueuler parce qu'il est le plus planqué, ravale sa phrase et sourit comme il le fait toujours, avec des mots chantants.

– Alors, Tarpingn, tu me la sers, cette bibine?

– Tu te magnes le traingn, espèce de ramier?

Les cigarettes rendent l'âme une par une, les canettes, au sol, gisent inanimées, bavant leur fond de mousse, les hommes, d'un air las, chantent avant de disparaître comme avalés par les grands marabouts. Des lampes s'allument et les silhouettes fourbues se détachent au travers de la toile, voûtées un instant et basculant comme des chênes abattus.

Tout s'éteint, tout se tait, nulle autre présence que la lune immobile observant en silence, et de très loin, le rêve sonore d'un bourricot inoffensif.

J. BUISSON

maisonnette en dur lui servait de domicile et d'atelier. La police l'ignorait.

Arrêté à son domicile pour son appartenance à l'Organisation paramilitaire du P.P.A.-M.T.L.D., dite l'O.S., la perquisition qui suivit fut négative. Mais sa femme, qui se tenait sur le seuil, fut prise de peur, de tremblements et de coliques..., sa ceinture se dénoua et un important lot de documents : carnets de collecte, listes de militants, etc., et la fameuse brochure *la Guérilla*, s'éparpilla sur le sol.

Zighout et certains meneurs, têtes de file dans le Constantinois, furent emprisonnés à Bône. La rébellion fut stoppée. Tout était pourtant prêt, entraînement des combattants sous couvert de scoutisme, armement, explosifs et listes des premières victimes, dites « colonialistes ».

Par quel enchantement Zighout et ses compagnons s'évadèrent-ils de la prison de Bône? N'en parlons pas. Ne parlons pas non plus de l'évasion spectaculaire de Ben Boulaïd et de ses complices de la prison de Constantine...

Libre, Zighout s'installe avec un groupe armé, dans les forêts comprises entre Condé-Smendou, Guelma et Bordj-Sabath.

Des émissaires de l'Algérois, de Kabylie et de Tunisie, voire de France, lui rendent visite. Il reçoit des instructions qu'il transmet lui-même, escorté par son groupe armé dans toutes les régions du Constantinois. Pourtant, il n'est pas admis dans l'Aurès, où les responsables, entretenus par différents partis politiques séparatistes, s'occupent depuis déjà plusieurs mois de la contrebande des armes destinées à la rébellion.

Des chasseurs de sanglier l'aperçoivent au marché de Souk-el-Haad, dans la forêt des Beni-Madjaled. La police le pourchasse, mais n'arrive pas à le prendre, car déjà la population des douars où il gravite est sous sa domination. De nombreuses exécutions sommaires de prétendus « traîtres à la cause », ont été opérées sur son ordre.

Avant et pendant la rébellion ouverte, Zighout Youssef a tué ou fait tuer un plus grand nombre de ses « frères » que n'en a abattu au combat le plus farouche des commandos des forces de l'ordre. Après sa mort, plusieurs membres de sa famille, qui profitaient de ses largesses, dans la région de Condé-Smendou, ont été assassinés ou signalés aux forces françaises. Zighout n'était pas aimé, mais craint.

Peu après l'insurrection de 1954, il installa son quartier général dans les forêts de Collo. Il se déplaçait souvent pour des contacts vers la Soummam et la Kabylie. Son escorte allait grandissant en hommes et en armement.

Sur des renseignements des commissaires politiques du F.L.N., il participa à plusieurs embuscades, contre des civils européens ou de petits groupes de militaires français.

En 1957, en été, sa bande fut accrochée et décimée dans le secteur militaire de Saint-Charles. Il y eut de nombreux tués parmi lesquels il figurait. On le prenait pour un autre, mais j'ai eu l'honneur et le plaisir de le reconnaître. Les documents qu'il transportait ne revêtaient pas l'importance escomptée.

Surtout, qu'on ne prenne pas Zighout Youssef pour un grand chef. Il est mort le poing droit fermé et l'index dirigé vers le ciel..., ce qui est absolument vrai. Il a été manipulé en fonction de son fanatisme et sa mort n'a désorganisé en rien la wilaya 2, dont il était le responsable.

Dans le nº 22, page 687, vous relatez, sous le titre « A l'heure du réveillon », le massacre de la famille Hefner.

Je vous signale que sur renseignements, le petit groupe de *djounoud* qui opéra fut accroché par les forces de l'ordre. Deux rebelles furent tués et le chef, Hacini Mohamed, fait prisonnier. Longuement interrogé, il dut admettre les faits. La veuve Hefner et sa fille le reconnurent formellement.

Hacini a été libéré en 1961 avec bon nombre d'autres prisonniers du même genre. Attendu qu'il était originaire de la région où se situait la ferme Hefner, il serait intéressant de savoir s'il n'en est pas devenu propriétaire...

Astier



...administration aussi : on attend le passage des autorités venues inaugurer la Poste...

A NOS ABONNÉS DES ALBUMS DE DIAPOSITIVES

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Des problèmes techniques se sont posés à nos fournisseurs à l'occasion du transfert provisoire de nos services du 17, rue Remy-Dumoncel au 170 bis, boulevard du Montparnasse, Paris-14e. Ces problèmes ont entraîné un léger retard dans le tirage de nos diapositives. La période des vacances, au cours de laquelle nombre de nos abonnés seront absents, nous incite à vous proposer de vous adresser les nos 11, 12 et 13 de nos albums en un seul envoi au début du mois de septembre 1973. En espérant que vous voudrez bien nous excuser pour ce léger retard, nous nous permettons de vous souhaiter, ainsi qu'à tous nos lecteurs, de bonnes vacances.

Je vous signale aussi qu'après la nuit tragique du 4 novembre 1954, les frères Ben Boulaïd furent arrêtés dans la région de Batna. Des renseignements sûrs les plaçaient à la tête du mouvement de rébellion dans cette région et les désignaient comme ayant transporté les bombes qui explosèrent ladite nuit, à Batna et à Biskra. En plus de leurs propriétés rurales et immobilières, ils étaient transporteurs publics.

Sur « haute intervention », ils furent libérés. Ils étaient alors en contact étroit avec un chef rebelle, homonyme de Krim Belkacem, qui fut abattu par la suite, au cours d'un engagement près d'Arris.

Mostefa Ben Boulaïd, Krim Belkacem et d'autres rebelles se rencontraient au domicile administratif d'un notable musulman.

X..., Algérie

★

Étant un fervent lecteur de votre série Historia-Magazine *Guerre d'Algérie*, j'aimerais bien donner mon opinion. Tout d'abord, je vous signale que j'ai fait mon service militaire en Algérie comme appelé (pas tout à fait quatre mois de classe à Télergma au C.I. du 1/67e R.A., ensuite deux ans dans différents secteurs). Principalement protection de ferme, de regroupement, ouverture de routes (celles où l'on passait par convoi). Protection des moissons l'été, patrouille en tout genre, de même ouverture de voie ferrée, je peux vous dire qu'il n'y avait pas moyen de s'ennuyer. Pour ma part, ce fut une expérience passionnante, et je n'ai jamais eu le sentiment d'être inutile, comme semblent le croire certains lecteurs qui étaient appelés en Algérie.

J'aimerais savoir si tous ceux qui s'attaquent aux pieds-noirs sont de bonne foi.

Ils étaient assez corrects. J'ai été très indigné par l'article d'un certain M. de Massy — un parmi tant d'autres — qui concernait les réalisations françaises, le manque d'hygiène de la population, alors que plus loin, dans son article, il critique le fait de regrouper cette même population dans des camps ou villages où ils étaient assurés de trouver de l'eau et l'A.M.G.

D'ailleurs, la situation n'a guère changé, si j'en juge par une enquête publiée dans *Sélection* du mois de janvier, sous le titre « L'Algérie dix ans après ». L'auteur fait mention d'un petit village où les gens sont tellement pauvres qu'ils mangent un jour sur deux. Alors que des hauts fonctionnaires possèdent de vastes domaines et roulent en voiture de luxe!

La mentalité arabe serait plutôt responsable de cette situation. Je pense que la trique a seulement changé de main, et du fond de leur cœur beaucoup d'Algériens doivent regretter le départ des Français.

Pour conclure, arriver à si piètre résultat, sept années de souffrances et de violence, c'est payer très cher la liberté!

M. L. H..., 68690 Moosch

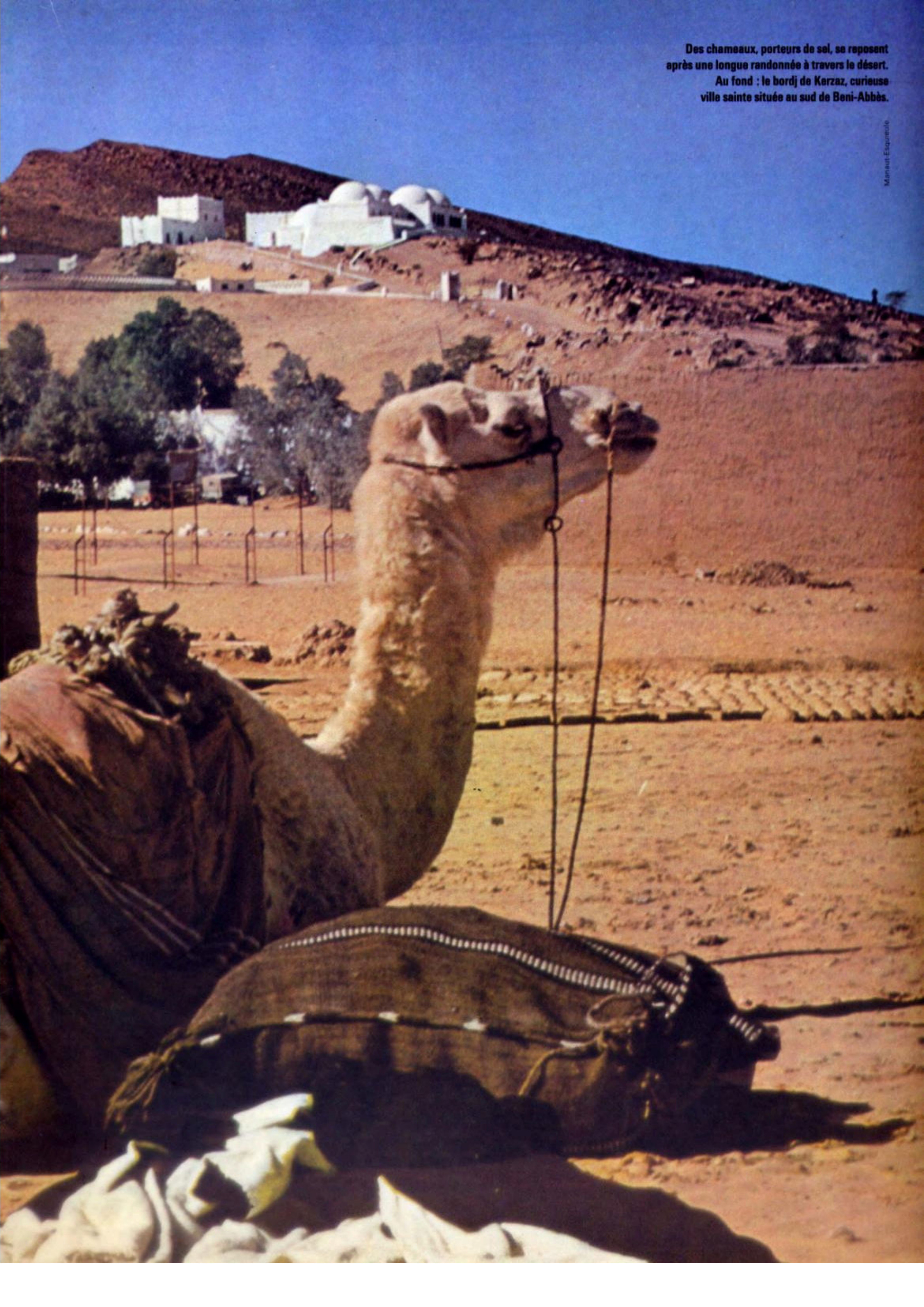
(à suivre)

Astier



... Une nouvelle Mairie, un Foyer Rural reçoivent la visite du préfet et du sous-préfet.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351



Des chameaux, porteurs de sel, se reposent après une longue randonnée à travers le désert. Au fond : le bordj de Kerzaz, curieuse ville sainte située au sud de Beni-Abbès.

Manaud-Esquerré

en trois semaines, on assiste à la ruine de cinq années d'efforts

(Suite de la page 2657)

Les événements précédents ont servi de leçon. L'armée les a déçus.

En mai 1958, le ralliement de l'armée n'a abouti qu'à la confiscation du mouvement, engagé dans la voie gaullienne avec les résultats que l'on sait : l'autodétermination, l'Algérie algérienne et, pour clore le tout, le référendum. Lors des barricades, l'appui de l'armée n'a pas dépassé le stade de la neutralité bienveillante et il a suffi d'une allocution, d'un « Ecoutez-moi bien » scandé par un coup de poing sur la table, pour tout faire rentrer dans l'ordre. Quant aux événements de décembre, on sait à quel lamentable imbroglio ils ont abouti.

Les activistes sont bien décidés à ne pas renoncer. Mais ils entendent explorer d'autres voies. A l'armée de jouer, seule, si elle veut. De fait, celle-ci, ou du moins son aile marchante, entend bien faire quelque chose, et ce quelque chose prendra la forme d'un putsch. C'est la fraction activiste, l'équipe des colonels, qui entend agir et force est de constater que les conditions n'ont jamais été plus favorables pour entraîner l'ensemble de ce corps immense. Depuis des semaines, dans les états-majors, les popotes, la colère le dispute à l'énervement. Beaucoup plus que la République algérienne ou le référendum, c'est l'application d'un cessez-le-feu officieux qui est à l'origine d'un malaise qui peut déboucher sur une révolte, un *pronunciamiento*.

Le "soviet des colonels"

En moins de trois semaines, les résultats ont été lamentables. L'A.L.N., exsangue, à bout de souffle, s'est redressée. Les « opérationnels » assistent au « regonflement » des maquis. Le doute s'insinue chez les musulmans qui redeviennent « peureux, méfiants, fermés », précisent les rapports. « Les propagandistes du F.L.N. procèdent à un véritable marathon. Il n'est pas un village, pas une mechta, où ils ne passent pas. » Pour se « dédouaner », les harkis désertent avec armes et bagages, entraînant dans la débandade les groupes d'autodéfense. C'est la ruine de cinq années d'efforts, alors que la victoire était là, pratiquement acquise. C'est l'abandon en perspective, la réédition de l'Indochine. Une fois de plus, la « grande muette » devra s'incliner.

L'aile activiste entend qu'il n'en soit rien. Malgré les mutations qui l'ont dispersé dans l'hexagone, le « soviet des colonels » s'est reconstitué. Pendant les mois de février et de mars, c'est le colonel de Blignières qui rétablit les liens entre Argoud et Gardes à Metz, Broizat à Châlons-sur-Marne, Godard à Nevers, Dufour en Forêt-Noire, Lacheroy à l'Ecole militaire. Des contacts sont même pris à l'étranger, en Allemagne, en Espagne, en Afrique du Sud et, naturellement, avec des milieux politiques français, indépendants ou radicaux. On dresse même la liste d'un haut-commissariat où figureraient Pinay, Monnerville, Arrighi, Max Lejeune, Cogny, Pisani. Bientôt le « soviet des colonels » tient même ses assises à l'Ecole militaire où le colonel Lacheroy a ses entrées, tandis que Degueldre, l'ombre du colonel de Blignières, sillonne l'Algérie en tenue d'officier aviateur.

Au fil des réunions, on finit par y voir plus clair. Les adhésions ne manquent pas, les restrictions non plus. Nombre de chefs de corps « marchent », mais à condition de ne pas se trouver en flèche. Finalement, c'est le 1er R.E.P. qui jouera



Keystone



Keystone

◄ La première unité de l'armée allemande à être équipée de fusées américaines vient de terminer son entraînement *(photo du haut)* et des soldats placent une fusée « Honest John » en position de tir. Les autorités militaires françaises ont également touché des fusées « Honest John ». Au Valdahon *(photo du bas)*, on présente le nouveau matériel : de quoi retarder les armées soviétiques. Ni plus ni moins.

En Algérie cependant, ► les résultats de la trêve unilatérale sont catastrophiques. Partout, les soldats assistent, impuissants, au « regonflement » des maquis et à la reprise en main de la population par l'O.P.A.

Nato



◄ Vue du S.H.A.P.E., version atlantique du Pentagone qu'incarne, à Paris, le général Norstad, seul à pouvoir utiliser la force atomique. Selon certains, Challe aurait été contacté par des officiers américains qui lui auraient laissé entendre qu'ils ne seraient pas mécontents de voir de Gaulle « sauter », celui-ci étant un obstacle à la bonne marche de l'O.T.A.N.


Pochard

le rôle de fer de lance, d'élément catalyseur. D'autre part, il ne peut être question de mettre à la tête du mouvement un simple quadrumvirat de colonels, si énergiques et actifs soient-ils. Il faut une grande figure, une tête au *pronunciamiento,* capable de rallier l'armée, d'inspirer confiance à la métropole. Car, dans l'esprit du soviet, l'heure des demi-mesures, des manœuvres d'intimidation, est passée. Puisqu'on ne peut faire reculer de Gaulle, le putsch doit concerner la France.

Mais qui choisir ? Le maréchal Juin peut servir de caution, tout au plus. Le général Lecomte est un inconnu et de l'opinion et de l'armée d'Algérie. Jouhaud est acquis, bien sûr. C'est un pied-noir, mais son influence sur les parachutistes est nulle. Salan semblerait tout indiqué. Il incarne l'opposition à de Gaulle et, depuis son arrivée en Espagne, il pose ouvertement sa candidature. Il n'attend en somme que le feu vert. Mais, malgré toute sa bonne volonté, son talent, sa rare intelligence, il n'a pu se débarrasser de tout un mystère nullement mérité, mais qui le dessert. Il reste le Mandarin, impassible, perdu dans ses secrets. Il n'a pas su vraiment se faire aimer.

L'idéal serait Massu. Mais à Broizat et à Argoud sa réponse a été dénuée de toute ambiguïté : « Je suis d'accord avec vous s'il s'agit d'un baroud d'honneur. Là, je prends votre tête. Mais si c'est pour prendre le pouvoir, je n'y crois pas. Je n'en suis et n'en serai jamais. » Les colonels avaient pourtant insisté : « Cette fois, c'est la révolution qu'il faut faire. Prendre le pouvoir. » Rien à faire, Massu était resté sur ses positions, inébranlable. Un seul espoir reste donc : Challe. Quoique aviateur, il a su se faire apprécier. Il a réconcilié l'armée avec la victoire. Il faut le convaincre.

Challe offre sa démission

La tâche ne sera peut-être pas insurmontable. De fait, le général Challe, en ce printemps de 1961, est lui aussi un homme torturé. L'Algérie continue à le faire souffrir et il n'a jamais pu se résigner à la sinécure dorée du commandement Centre-Europe que de Gaulle lui a offert en compensation de la perte de « sa » guerre, au moment même où il touchait au but. A Fontainebleau, il a le sentiment de l'inutilité. Il commande un bouclier qui n'est, en réalité, qu'une passoire. Il s'agit, tout au plus, de freiner, de retarder les blindés soviétiques, le temps aux B-52 et aux fusées stratégiques américaines d'écraser les centres névralgiques de l'U.R.S.S. En fait, c'est le général Norstad, n'en déplaise à de Gaulle, qui a véritablement le doigt sur la détente.

Finalement, le 30 décembre 1960, Challe offre sa démission. Devant Debré et Messmer, il ne cache pas ses raisons. Même à un poste extérieur, il ne veut pas cautionner une politique qui ne peut conduire qu'à la catastrophe. « On a persuadé le général que l'Algérie, c'était fini, qu'il fallait traiter avec le G.P.R.A. Eh bien, moi, je vous dis qu'après la prise en main de la population par le gouvernement provisoire, ce sera la pagaille, puis le bain de sang. Je ne peux donc pas rester dans l'armée. » Le 30 mars 1961, Challe obtient enfin gain de cause et se trouve admis à une retraite anticipée à cinquante-six ans.

Ce n'en est pas pour autant le ralliement au putsch, même si Challe accepte de participer à un petit groupe de travail qui, deux fois par semaine, se livre à une étude de la « conjoncture » avec Soustelle, Bidault, Max Lejeune, Marc Lauriol, Lacoste, les généraux Valluy et Zeller. De temps à autre, des officiers, des colonels, assistent aux réunions. C'est l'occasion pour Challe d'exposer une théorie qui lui est chère et qu'il tient de Tocqueville : le destin de l'Algérie ne peut se jouer qu'avec l'Europe, qui disposera ainsi de l'espace et des ressources qui lui font défaut. L'intégration

▶ **ON RECHERCHE...**

Jouhaud s'efforce de convaincre Challe de participer au complot

se réalisera à travers ou à côté de la France.

Propos qui paraissent, en vérité, bien fumeux à certains. Mais là où les colonels tendent l'oreille et découvrent la faille chez l'ancien commandant en chef du Centre-Europe, c'est quand Challe évoque le problème du respect de l'engagement : « La fidélité à la parole donnée est la valeur essentielle de la civilisation occidentale. Si l'on n'y croit pas, on retourne à la loi de la jungle. Et ce n'est pas un idéal avouable. »

A l'occasion d'un mariage

Pour ce général foncièrement républicain, respectueux de l'autorité, ce n'est pas tant le drame des pieds-noirs qui est à l'origine de son émotion intérieure que celui de ces innombrables musulmans que l'impitoyable logique de la guerre révolutionnaire a entraînés du côté de la France. « On ne peut les livrer à la vengeance du F.L.N. et rester muets devant le sort que de Gaulle prépare pour l'Algérie. S'il est facile à un gouvernement de dire : « Cette politique » ne s'est pas révélée efficace, changeons- » en », il est moins facile à ceux qui se sont engagés sur place en son nom de revenir sur leur parole. C'est même impossible. A partir du moment où une armée est au contact de la population, elle se lie avec elle, à moins que ce ne soit une armée de mercenaires. Notre parole est en jeu. Il faut la défendre. On nous demande d'être parjures. Notre devoir est donc tout tracé. »

C'est finalement Jouhaud qui se charge de convaincre Challe, de lever ses dernières hésitations. Les deux camarades se retrouvent à Lyon le 25 mars, à l'occasion d'un mariage. Jouhaud, pour la circonstance, est accompagné d'André Regard, l'ancien secrétaire général adjoint du G.G. à l'époque lointaine du 13 Mai, et qui joue les utilités. Avec son ardeur habituelle, Jouhaud va droit au but : « Il faut que tu partes pour Alger. Dimanche prochain, c'est Pâques. Le 1er R.E.P. rentre d'opérations. Il sera à Zéralda. Il faut que tu te mettes à la tête de ces hommes et que tu sauves l'Algérie française. Je me débrouillerai pour t'avoir un avion dans deux ou trois jours. »

En bon « Provençal froid », Challe refuse de s'engager sur d'aussi piètres indications. Il lui faut d'autres renseignements. Un putsch ne s'improvise pas en deux ou trois jours et avec un seul régiment, par-dessus le marché. Mais Jouhaud et Regard reviennent à la charge. Tout est prêt, archiprêt, et les meilleures unités n'attendent qu'un signe de l'ancien commandant en chef en Algérie pour emboîter le pas au 1er R.E.P. Il y aura également les commandos de l'air, avec le commandant Robin. Il n'est pas question de laisser Lagaillarde ou Salan profiter d'un tel mouvement. Challe n'a qu'à paraître et toute l'armée se groupera derrière lui. Il pourra terminer « sa guerre » et remettre à la France une Algérie pacifiée sur un plateau d'argent. Pour un peu, ce serait *Veni, vidi, vici.*



Pagès/Paris-Match

Le général Vanuxem, avec sa famille : son passé militaire lui assure une influence prépondérante.

Le 28 mars, à Paris, dans l'appartement de Regard, Bidault, Faure, Vanuxem et naturellement Jouhaud livrent le dernier assaut. Ils ont la liste des régiments dont l'adhésion est acquise. Outre le 1er R.E.P., on peut compter sur le 18e R.C.P., le 2e R.E.P., le 14e R.C.P., sans compter la légion, à n'en pas douter. En un mot, la crème de l'armée française. Cette fois, Challe paraît sérieusement ébranlé, mais il hésite encore à lâcher le mot fatidique. Il a dans sa poche la lettre du commandant Coignet, un de ses meilleurs officiers en poste à Bou-Sfer. C'est un sérieux avertissement : « Je sais ce qui se prépare, mais méfiez-vous. Chez moi, il n'y aura pas plus de 10 % des militaires qui vous suivront. Je ne suis pas capable d'extrapoler à toute l'Algérie, car j'ai quitté les services d'Alger, mais il est probable que dans beaucoup de régions, il faudra tenir compte de cette attitude. »

E.C.P.A.



Le général Faure *(à gauche)* : bouillant chasseur alpin.

Mais peut-on attendre encore ? En fait, un répit se présente. Les préliminaires d'Evian sont ajournés et le général de Gaulle doit tenir une conférence de presse le 11 avril. Challe fixe alors sa ligne de conduite. Il donnera aux conjurés sa réponse le 12 au matin. Encore dix jours à attendre...

Dix jours plus tard, la grande voix se fait entendre : « La France n'a aucun intérêt à maintenir sous sa loi et sous sa dépendance une Algérie qui choisit un autre destin. Cet Etat sera ce que les Algériens voudront. Pour ma part, je suis persuadé qu'il sera souverain au-dedans et au-dehors. Et encore une fois, la France n'y fait pas obstacle. »

Dès lors, les dés sont jetés. Le général Challe donne donc son accord pour prendre la tête du complot. **H**

Philippe MASSON

LES ABSENTS ONT TOUJOURS TORT...



Ledeliou

On put croire que le « procès des barricades », ouvert le 30 novembre 1960, allait connaître des moments tumultueux lorsque Demarquet refusa de comparaître en civil, retardant de près d'une journée le début du procès. Il n'en fut rien. Les interrogatoires laissèrent aux inculpés le loisir de longues déclarations dont la plus attendue fut celle de Lagaillarde. Celui-ci sut trouver les mots pour remuer ses auditeurs, parlant de la population désespérée, des promesses faites depuis le 13 Mai.

AOUT 1944. Un soir. A 60 kilomètres de Paris, en forêt de Fontainebleau, près du village de Tousson, dans des taillis de bois touffus. Un groupe de maquisards, rassemblé autour de son chef Fabri, un grand gaillard solide, l'écoute. Il donne ses ordres pour la mission qui risque de leur échoir cette nuit. Une mission historique. Un avion va peut-être atterrir sur une aire du secteur, six heures après le message « As-tu bien déjeuné, Jacquot? » passé sur les ondes de la B.B.C. De l'appareil descendra le général de Gaulle en personne. Il faudra le conduire à Paris, même si cela ne plaît pas à tous les Alliés ni aux communistes.

En fait, on le sait, ce projet ne devait pas se réaliser. Mais la voix de Fabri, en l'exposant ce soir, est à l'image de l'homme, nette, claire, posée, une voix qui sait ce qu'elle veut.

Une voix toute différente de celle, troublée, confuse, incertaine, que seize ans plus tard, à quelques mois près, le samedi 23 janvier 1960, vers 21 h 30, entendra au téléphone, dans son bureau de l'Hôtel Matignon, Yves Rocca, conseiller technique au cabinet du premier ministre, Michel Debré, de permanence ce soir-là.

C'est pourtant l'homme des taillis touffus de Tousson qui est à l'autre bout du fil. Il ne porte plus le nom de Fabri, son pseudo de la Résistance. Il a repris depuis longtemps le sien, Paul Delouvrier. Il est délégué général du gouvernement ▶

français en Algérie. Il était à Paris la veille. Il appelle de sa résidence du palais d'Été. Angoissé, il murmure :

« Ici, Delouvrier. C'est pour cette nuit Je ne puis pas parler. Nous avons fait ce que nous avons pu. Nous ne pouvons plus rien. J'essaierai de vous rappeler. »

La situation, là-bas, est grave. La population européenne d'Alger se montre très hostile à ce qui lui paraît être une évolution de la politique du général de Gaulle. On parle ouvertement d'émeutes. Beaucoup d'autorités sur place donnent l'impression d'être de cœur avec les auteurs éventuels de troubles. De cœur et peut-être davantage. Yves Rocca, qui connaît l'Algérie, ne l'ignore pas. Mais la situation a-t-elle empiré au point que le délégué général « ne puisse pas » parler au téléphone et qu'il « essaie » de rappeler? Yves Rocca, malgré tout surpris, demande : « Qu'est-ce qui est pour cette nuit? »

Ortiz le tribun

Paul Delouvrier a déjà raccroché.

Ses responsabilités africaines lui pèsent sans doute plus que celles qu'il assumait en forêt de Fontainebleau. Mais il n'est pas drôle non plus, en ces circonstances, de se sentir seul de permanence à Matignon. Le premier ministre est au théâtre et compte se rendre le lendemain en Bretagne, le président de la République est à Colombey, le préfet de police aux sports d'hiver.

« Ce » ne fut pas pour cette nuit, heureusement pour Yves Rocca. Mais ce furent, le lendemain, des milliers de manifestants dans les rues d'Alger, les heurts sanglants avec la gendarmerie, le camp retranché des facultés, puis cette semaine tragique où le folklore s'enchevêtrait avec le drame, une semaine qui devait peser lourdement sur la suite des événements et trouver, en novembre 1960, devant le tribunal militaire de Paris, son épilogue judiciaire dans ce procès qui portera, pour l'Histoire, le nom de « procès des barricades ».

Depuis plusieurs mois l'incendie couvait. Parmi les hommes qui vont jouer, dans son déclenchement, les rôles principaux, Pierre Lagaillarde, Joseph Ortiz et Sapin-Lignières, le député d'Alger, le créateur du Front national français et l'animateur des unités territoriales, sont à la fois des symboles et des moteurs.

Pierre Lagaillarde, ancien président de l'Association des étudiants, devenu avocat, élu député « Algérie française », s'était désigné par ses actions antérieures, l'invasion du palais du Gouvernement général notamment, et ne manquait pas de raisons pour se prétendre le chef politique des opposants. Mais en possédait-il la carrure? Les événements permettent de penser que non, et s'il avait derrière lui « l'opinion publique », il n'avait pas d'organisation structurée.

Camus/Paris-Match

Le « camp retranché » de Jo Ortiz, le cafetier, où se sont réfugiés un certain nombre de manifestants, à la suite de la dramatique fusillade du dimanche 24 janvier 1960. Un style chienlit et saucissonneur.

L'organisation structurée, c'était Ortiz et, sans doute bien plus qu'Ortiz, ceux qui gravitaient autour de lui, Jean-Jacques Susini, devenu président de l'Association des étudiants après Lagaillarde, l'avocat Jacques Laquière, le docteur Claude Pérez, le médecin de Bab-el-Oued, et quelques autres.

Joseph Ortiz, le propriétaire du café « le Forum », beau type de tribun populaire, parlant très bien, parlant beaucoup mais agissant aussi, était devenu un des catalyseurs du mécontentement général, un peu par le hasard des circonstances, un peu à son insu au début, sans doute, par la suite, passablement manipulé sans bien s'en rendre compte lui-même. Il avait créé le Front national français, dont le programme tenait dans le titre, et préparé des commandos d'action sous les ordres de Marcel Ronda, un industriel qui n'avait rien d'un « pantouflard » malgré sa qualité de fabricant de pantoufles. Parce qu'il était éloquent, Ortiz se croyait une tête politique et se posait en rival de Lagaillarde — la mésentente entre les deux hommes était notoire parce qu'il fréquentait beaucoup de monde, beaucoup d'officiers, séduits par son patriotisme, il se croyait soutenu, alors qu'il n'était qu'encouragé. Il voyait notamment le colonel Gardes. Le colonel Gardes, chef du 5e bureau de l'état-major d'Alger, avait à ce titre la double mission d'écouter et d'orienter l'opinion publique. Que se sont dit le tribun et l'officier? Se sont-ils toujours compris? Et au surplus leurs relations notoires n'étaient-elles pas de nature à faire croire aux adhérents du F.N.F. ce qu'ils ne demandaient qu'à croire : que « l'armée était avec eux »?

Le F.N.F. entraînait par son dynamisme bien d'autres organisations, dont l'Association des anciens combattants était la plus étoffée, et, bien entendu, les membres de l'un étaient souvent aussi les membres de l'autre.

Qu'étaient les unités territoriales? Elles avaient été créées pour épauler l'armée, non pas en opération, mais en assurant


Suarez

◀ Joseph Ortiz. Son mouvement, le F.A.F. avait pris l'initiative de la manifestation. Dans la nuit précédant la reddition des insurgés, il s'était volatilisé. Il vécut caché pendant un temps, puis réussit à quitter l'Algérie à bord d'un bateau de la marine marchande, caché dans la cale parmi les ballots de coton. Sa fuite peu glorieuse lui sera toujours reprochée par ses compagnons.

Pierre Lagaillarde : ▶ remis en liberté au cours des débats, il passe en Espagne. De Madrid, où il s'est réfugié, il adresse par l'intermédiaire de Mᵉ Macaigne, une lettre à ses juges pour expliquer sa fuite : « Je ne peux à ce jour révéler les discussions qui précédèrent mon départ, mais le tribunal doit néanmoins savoir que j'ai quitté l'armée pour rejoindre l'armée. »



Alain Ayache

des patrouilles en ville et en gardant des points sensibles. Elles étaient composées de réservistes assurant par roulement vingt-quatre heures de service tous les dix jours. Encadrées d'officiers de réserve dont les opinions politiques étaient au moins aussi hostiles à la politique algérienne gouvernementale que celles de leurs hommes, elles pouvaient aussi bien lutter sur ce plan contre les autorités que les soutenir.

Il ne manquait que le détonateur

Sans aller jusque-là, cette troupe de civils militarisés à concurrence seulement d'un dixième de leur temps ou de militaires restés civils pour les neuf dixièmes créait une confusion de nature à faire croire, elle aussi, que l'armée « marcherait » avec les manifestants en cas de manifestations. En outre, une fédération des amicales d'unités territoriales avait été créée, hiérarchie peu militaire, et cette fédération avait pour président le commandant de réserve Sapin-Lignières, dont les opinions politiques étaient notoires, et pour secrétaire général Marcel Ronda, le chef des commandos d'action du F.N.F.

L'infrastructure de manifestations à allure d'émeutes était en place. Il ne manquait qu'un détonateur. Le général Massu allait le fournir très inconsciemment.

Dans le courant du mois de janvier 1960, le général Challe, commandant supérieur en Algérie, accorde une interview à Hans Ulrich Kempski, chef des reportages au *Suddeutsche Zeitung* de Munich. Il parle fort habilement pour ne rien dire et son visiteur conclut avec finesse en prenant congé : « Si vous êtes aussi bon général que bon diplomate, vous êtes un commandant en chef excellent. »

Mais Challe commet l'imprudence d'adresser Kempski à Massu, l'ancien commandant de la 10ᵉ division de parachutistes, devenu commandant du corps d'armée d'Alger. Massu est enthousiasmé et s'écrie après l'entretien : « J'ai enfin rencontré un journaliste sympa! Un para! Un type épatant! Je lui ai dit tout ce que j'avais sur le cœur. » Et il en avait! Kempski place dans la bouche du général un éreintement sans nuances de la politique algérienne de De Gaulle et Massu commentera en lisant l'article : « Je lui en ai raconté bien davantage. »

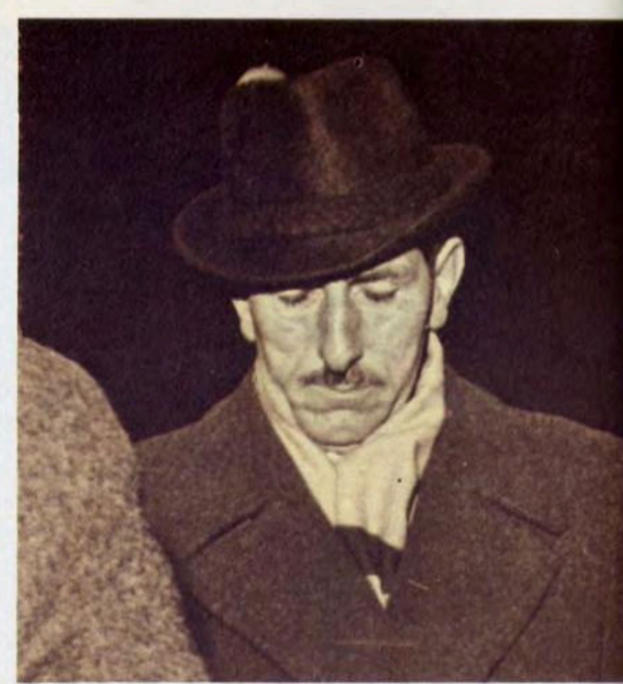
De Gaulle prit l'occasion d'une conférence à Paris pour convoquer Massu, lui interdit de regagner Alger, fût-ce pour y prendre ses bagages, et nomma Crépin à sa place.

Le général Challe et Paul Delouvrier, également présents à Paris pour cette conférence, mettent le chef de l'État en garde contre l'effet que la mesure va avoir en Algérie. Depuis la « bataille d'Alger » Massu est, à tort ou à raison, l'idole de la population européenne. Son éviction brusque risque de mettre le feu aux poudres. Le chef de l'État demeure inflexible.

L'émotion, dans les rues d'Alger, est en effet considérable. L'opinion interprète le départ de Massu comme la preuve que « Paris » abandonne l'Algérie. Il faut montrer au gouvernement « qu'on ne se laissera pas faire ». C'est l'occasion ou jamais de s'insurger contre lui. La presse, ▶


Coll. Particulière

A gauche : Matignon. *A droite :* Massu. L'interview accordée par le bouillant général au journaliste Kempski souleva la colère de De Gaulle, qui le rappela, provoquant ainsi la révolte des Algérois. *Ci-dessous :* Sérigny, Pérez et Demarquet, trois des inculpés qui avaient été mis en liberté provisoire — décision qui avait été diversement interprétée et où certains avaient voulu voir une indication sur le jugement final. Demarquet, passé en Espagne avec Lagaillarde, était rentré pour comparaître devant les juges.


Ledeliou


Keystone

loin d'apaiser les esprits, les anime. La police en tenue ne fera pas obstacle et l'armée « basculera » — c'est l'expression consacrée — dans le même sens. Personne n'en doute. Les préparatifs, à peine clandestins, d'une manifestation susceptible de devenir une émeute sont activement poussés. Le Front national français, l'Association des anciens combattants, toutes les organisations groupées dans un Comité d'entente des mouvements nationaux, battent le rappel de leurs adhérents. Les unités territoriales se mobilisent d'elles-mêmes en dehors des ordres hiérarchiques. Ortiz va proférer une parole qu'il estime historique : « Dans huit jours, à Paris, je serai la légalité. »

Le général Crépin rameute les trois régiments de la 10ᵉ division de parachutistes, aujourd'hui aux ordres du général Gracieux. Mais les soldats ouvriront-ils le feu sur les Européens si leurs officiers le leur commandent? Surtout, leurs officiers accepteront-ils de le leur commander?

Lagaillarde voit les choses plus finement qu'Ortiz. Il ne faut pas, dans la rue, monter à l'assaut de l'armée, elle tirerait. Il vaut mieux se retrancher et attendre qu'elle attaque, elle n'attaquera pas.

Dès les premières heures du dimanche 24 janvier, Lagaillarde et ses commandos, formés en majorité d'étudiants, la plupart armés, beaucoup en tenue militaire, occupent les facultés et s'y barricadent.

Les unités territoriales en armes et en tenue, les membres du F.N.F., les anciens combattants, animent plusieurs milliers d'hommes qui se rassemblent dans les rues autour du boulevard Laferrière.

La journée s'écoule à grands tumultes mais sans assauts précis et sans heurts. L'approche de la nuit fait craindre au général Crépin que la manifestation ne dégénère en émeutes et en pillages à la faveur de l'obscurité. Il décide de dégager le quartier du boulevard Laferrière et d'encercler les facultés pour les couper de renforts possibles.

Des ordres de mouvements convergents sont donnés à deux régiments de parachutistes et au groupement de quinze escadrons de gendarmerie mobile commandé par le lieutenant-colonel Debrosse.

Condamné à mort

Par malheur, les mouvements des paras sont mal coordonnés avec ceux des gendarmes. Parce que les premiers avaient un plus long trajet à parcourir ou parce qu'ils l'ont suivi sans se hâter? En tout cas, les paras sont loin quand les gendarmes sont déjà là. Des coups de feu partent des rangs des manifestants. Une rafale de fusil mitrailleur abat plusieurs gendarmes. Les autres ripostent. Les détonations se propagent. On tire de partout. Vingt-deux hommes sont tués, quatorze gendarmes et huit manifestants, des dizaines blessés.

Les manifestants se replient dans le camp retranché. Les barricades se développent. Voici les hommes d'Ortiz et ceux de Lagaillarde rassemblés sans que leurs chefs l'aient voulu. C'est le début d'un siège de huit jours.

Les paras assiégeants exécutèrent leurs consignes sans la moindre hostilité envers les assiégés, mais ils les exécutèrent. Quand Ortiz et Lagaillarde comprirent que le gouvernement ne céderait pas, ils cédèrent. Chacun à sa manière. Ortiz disparut et gagna clandestinement l'Espagne. Lagaillarde se livra aux autorités, croyant, semble-t-il, qu'aucun de ses compagnons ne serait poursuivi et qu'il prenait seul la responsabilité de tout.

Les autorités ne donnèrent pas la même interprétation à leurs propos. Une information judiciaire fut ouverte. La Cour de cassation déclara le tribunal militaire de Paris compétent pour en connaître. Un fait est normalement jugé par le tribunal du lieu où il a été commis. Mais la Cour de cassation peut en décider autrement si elle l'estime nécessaire dans l'intérêt de l'ordre public. Une trentaine d'inculpations furent prononcées. Plusieurs ordonnances de non-lieu intervinrent. Finalement dix-neuf accusés furent



Hetier/Atlas-Photo

◀ **Les îles Baléares : premier point de chute de Jo Ortiz en fuite ; ultime vision de Jean-Jacques Susini avant Alger, lors de son retour clandestin avec Salan.**

traduits en justice, dont trois, Ortiz et deux autres, par défaut. Parmi les présents, Lagaillarde, Jacques Laquière, Claude Pérez, Jean-Jacques Susini, Sapin-Lignières, Marcel Ronda, le colonel Gardes, déjà cités, le pilote Auguste Arnould, animateur des anciens combattants, Jean Demarquet, ancien député du Finistère, et Alain de Sérigny, directeur général de *l'Écho d'Alger*. Le magistrat militaire général Gardon et l'avocat général Mongin soutenaient l'accusation. Les audiences s'ouvrirent le 3 novembre 1960 et prirent fin avec le verdict du 2 mars 1961. Deux dossiers distincts étaient soumis au tribunal. Le principal reprochait à tous les inculpés d'avoir porté atteinte à la sûreté de l'État, l'autre retenait contre Ortiz et les lieutenants de réserve Jourde et Rambert seuls leur participation à la fusillade du 24 janvier.

Ce procès si sérieux commence par une scène qui l'est moins. Demarquet, arguant du fait qu'il a contracté, après les barricades, un engagement de un mois dans une unité opérationnelle et qu'il a été arrêté avant l'expiration de ce mois, refuse de se laisser extraire de sa cellule s'il n'est pas autorisé à comparaître en tenue. Il faut plusieurs heures, un jugement du tribunal et la plaidoirie que son avocat, Me Isorni, lui fait à lui-même pour le décider à venir en civil.

Les débats devant un tribunal militaire commencent par la lecture, faite par le greffier, de « l'arrêt de renvoi » : c'est un exposé des faits dont les juges vont avoir à connaître. En l'espèce l'arrêt de renvoi est fort long. Sa lecture occupe la fin de la première audience, après l'arrivée de Demarquet en civil, et le début de celle du lendemain.

C'est ensuite l'appel des témoins. L'accusation en a fait citer quatre-vingt-cinq et la défense une trentaine, dont beaucoup d'ailleurs ne se présentent pas.

Cette formalité terminée, la défense soulève divers points de droit, dont l'examen occupe cette journée du 4 novembre et celle du lendemain. Les conclusions des avocats tendent à se faire donner acte de diverses réserves concernant des irrégularités de procédure et des violations des droits de la défense et à contester sur certains points la compétence du tribunal. Le tribunal se déclare compétent sur ces points, mais incompétent pour le donné-acte sollicité.

Les interrogatoires, qui vont durer tout le mois, et les auditions de témoins qui suivront seront, pour le nombreux public, un spectacle plus attrayant.

Loin de vouer aux gémonies les hommes qu'il doit accuser, le général Gardon proclame dans son réquisitoire qu'il partage leur idéal patriotique, mais que la loi réprime les moyens et les méthodes qu'ils ont employés. Quelle conséquence doit-on tirer de pareille attitude ? Tout faire pour éviter que, sur quelque terrain que ce soit, ne se reproduisent d'aussi stupides affrontements.

Notons deux faits en terminant.

Le premier, c'est que le tribunal, au cours des débats, mit en liberté Pierre Lagaillarde. Il crut devoir en profiter pour disparaître et passer à l'étranger comme avait fait Ortiz. Deux autres inculpés présents, Ronda et Susini, l'imitèrent. Ce qui ternit leur image.

Ils avaient ainsi, au surplus, « mal joué ». Le tribunal, par son jugement du 2 mars 1961, relaxa tous les inculpés présents.

Un tribunal militaire répond *oui* ou *non* aux questions qui lui sont posées, comme une cour d'assises, et ni l'un ni l'autre n'ont à énumérer leurs motifs. Nous ignorons donc ceux qui dictèrent cette décision. Sans doute les juges ont-ils considéré que, dans un ensemble de faits confus, la culpabilité propre de chacun n'était pas suffisamment établie.

Lagaillarde fut condamné à 10 ans de détention, Ronda à 3 ans et Susini à 2 ans avec sursis. Quant aux contumax, Ortiz fut condamné à mort, les deux autres respectivement à 7 et 5 ans de détention. Ces diverses peines, il va sans dire, sont, à l'heure actuelle, amnistiées. **H**

Jacques BATIGNE

Lopez Rodriguez/Gaceta

La *Torre* de Madrid, où Pierre Lagaillarde a établi ses quartiers. Les rapports affluent, chez l'ex-député d'Alger, sur l'excellent état d'esprit dans l'armée... ▶

PALABRES AFRICAINES



Duplaix/Paris-Match

◀ L'O.N.U. à New York. Le débat sur l'Algérie s'engage lentement devant la commission politique de l'Assemblée des Nations unies, où le groupe afro-asiatique élabore un projet de résolution en faveur du F.L.N. tendant à organiser...

... la consultation ▶ du peuple algérien sous les auspices des Nations unies. La position des États africains francophones est délicate car ils sont soucieux à la fois de marquer leur sympathie au G.P.R.A. et de ménager la France, à qui ils doivent leur indépendance.

La délégation du F.L.N. qui, en 1960, est arrivée à New York dès le début de la quinzième session de l'O.N.U., et qui a pris ses quartiers dans un appartement de la 54e rue, est la plus importante qui soit jamais venue aux Nations unies. Elle comprend, en effet, le vice-président du G.P.R.A., Krim Belkacem, deux de ses ministres, M'hamed Yazid et Ahmed Francis, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Saad Dahlab, assisté de jeunes diplomates comme Toufik Bouattoura ou Aziz Hassan, les deux plénipotentiaires algériens aux récentes (et infructueuses) conversations franco-F.L.N. de Melun, Boumendjel et Ben Yahia, et enfin le représentant permanent du F.L.N. à l'O.N.U. et aux U.S.A., Abdelkader Chanderli.

Toute cette intelligentsia politique est habile, et l'action patiente qu'elle mène dans les coulisses de l'O.N.U., les cocktails des ambassades et les salles de rédaction des grands journaux fait progresser, jour après jour, la cause algérienne. Conscient de l'efficacité du « lobby » qui travaille à ses côtés, Krim Belkacem peut se laisser aller aux plaisirs du tourisme dans la grande métropole américaine. Son orgueil est, d'autre part, agréablement chatouillé lorsqu'il se voit, lui, l'ancien berger presque analphabète, traité partout en V.I.P. (*very important person*).

Cette satisfaction atteint son point culminant lorsqu'il est reçu en grande pompe par l'un des deux supergrands du monde, le leader soviétique Nikita Khrouchtchev, qui tient la vedette dans la presse mondiale.

Une seule ombre à ce tableau : l'activité débordante de Jacques Soustelle, qui est arrivé aussi aux U.S.A. pour défendre, lui, la cause de l'Algérie française et qui, pour le plus grand déplaisir de la délégation du G.P.R.A., multiplie les articles pour les journaux français, en particulier *l'Aurore*, les conférences, les interventions à la télévision. A l'O.N.U., l'ancien gouverneur est cependant assez isolé, car ce sont plutôt les quarante-six délégations du « groupe afro-asiatique » qui donnent le ton.

Ce groupe a constitué en son sein une « commission permanente pour l'Algérie », présidée par le Birman U Thant, et il prépare, en liaison avec la délégation du F.L.N., un projet de résolution sur l'Algérie que vingt-quatre pays vont soumettre à la commission politique, puis à l'Assemblée générale de l'O.N.U.

Concilier les inconciliables

C'est dans un monde où la religion politique est celle de l'« émancipation de l'Asie et de l'Afrique » que débarquent, dans les tout premiers jours de décembre, les chefs de délégation des onze pays africains récemment regroupés dans une « Communauté » étroitement liée à la France : le premier ministre du Sénégal, Mamadou Dia, flanqué de son ministre de la Justice, Gabriel d'Arboussier, et d'un conseiller français, Jean Rous ; le président de la Mauritanie, Ould Daddah ; le ministre de la Fonction publique de la Côte-d'Ivoire, Ernest Boka ; le ministre des Affaires étrangères du Tchad, Tora Gaba ; les ambassadeurs Pinto, Nomu Kaka, N'Goua, Emmanuel Dadet, Frédéric Guirma et Louis Rakotomalala, qui représentent respectivement le Dahomey, le Niger, le Gabon,

A MANHATTAN


Petit/Atlas Photo

le Congo-Brazzaville, la Haute-Volta et Madagascar. Le délégué de la République centrafricaine est un diplomate de moindre rang, mais le ministre des Affaires étrangères du Cameroun, Okalo, vient se joindre à ce « groupe des 11 », si bien que les correspondants de presse parlent, dans les couloirs de l'O.N.U., des « douze apôtres de l'Afrique francophone ».

Déchirés entre la foi gaulliste, qu'ils ne renient pas, et la foi anticolonialiste, qu'ils prétendent partager avec les autres « Afro-Asiatiques », ils sont ballottés entre des influences contradictoires. Leur marge de manœuvre est, d'autre part, d'autant plus faible que de Gaulle, auquel ils font confiance pour « ramener la paix en Algérie par la négociation avec le F.L.N. », ignore superbement l'O.N.U.

Essayant de concilier les inconciliables, les délégués du Sénégal — seul pays à faire à la fois partie du « comité algérien » du groupe afro-asiatique et de la « communauté francophone » — rencontrent alternativement leurs partenaires « gaullistes », les représentants du G.P.R.A. et les leaders les plus influents des délégations afro-asiatiques — notamment le Guinéen Ismaël Touré, demi-frère de Sékou Touré, le Malien Amadou Aw et le représentant togolais. Ils n'ont, cependant, pas beaucoup de succès lorsqu'ils tentent de persuader les uns et les autres que l'O.N.U., pourvu qu'elle se montre discrète, pourrait contribuer efficacement à la relance du dialogue franco-F.L.N.

Sceptiques sur les chances de succès de cette tentative, les présidents du Tchad et du Congo-Brazzaville envoient, le 4 décembre, un télégramme dans lequel ils demandent au secrétaire général de l'O.N.U., Dag Hammarskjoeld, d'ajourner le débat sur l'Algérie, mais leur proposition est rejetée par les hautes instances des Nations unies.

Le président de la commission politique, le Cinghalais Claude Corea, ouvre donc, le lundi 6 décembre, à Manhattan, le « débat algérien », sous la verrière lumineuse de la salle 4, qui ressemble étrangement à un aquarium. Les délégués ont pris place derrière les petites pancartes indiquant le nom de leur pays, mais personne ne se trouve derrière l'écriteau « France » : le représentant de De Gaulle, Armand Bérard, boycotte ces « palabres » jugées « illégitimes » à Paris.

Soustelle, qui a pris place dans les travées de la presse, se trouve à 20 mètres à peine de ses ennemis intimes, les délégués du F.L.N., qui occupent, dans les rangs réservés aux experts, des fauteuils de cuir beige face à des tables en palissandre. Lorsque le premier orateur inscrit, le délégué de la Tunisie, Mongi Slim, prend la parole, tout le monde sait bien que les propos de tribune auront moins d'importance que le jeu que ces experts-là jouent dans les coulisses, notamment au sein du groupe afro-asiatique.

Au soir du 11 décembre

Le 7 décembre, les délégués du F.L.N. et les « douze de l'Afrique francophone » tiennent une discrète réunion privée. La séance, qui dure plus de deux heures et qui est dominée par la discussion entre Yazid et d'Arboussier, se solde par un échec. Le premier, en effet, refuse toute modification de la résolution afro-asiatique, qui prévoit un référendum organisé, en Algérie, sous le contrôle de l'O.N.U., alors que le second se bat contre cette proposition, catégoriquement repoussée par de Gaulle. Le délégué du Sénégal suggère, pour sa part, un référendum organisé « sous l'égide des pays africains », mais son interlocuteur n'accepte pas une telle substitution.

Yazid sait bien, en outre, que les U.S.A. sont, tout autant que la France, opposés au projet du « référendum de l'O.N.U. », et il essaie, deux jours plus tard, lors d'une conférence, à Washington, devant le National Press Club, d'ébranler la conviction américaine. Ses efforts seront infructueux. On refuse d'admettre, dans l'entourage des deux principaux dirigeants de la délégation américaine, Francis Wilcox et James Wadsworth, l'affirmation du ministre du G.P.R.A. selon laquelle « la politique de De Gaulle a abouti à une impasse » et que « l'armée française ne se maintient en Algérie qu'au prix d'une sanglante répression ».

Les manifestations populaires algériennes qui, à partir du 9 décembre, marquent, et de plus en plus tumultueusement, la tournée de De Gaulle sur le sol algérien, apportent cependant de l'eau au moulin du G.P.R.A. Au soir du dimanche 11 décembre, la plupart des délégués de l'O.N.U., qui, après un paisible week-end campagnard, regagnent New York, sous une tempête de neige, mesurent en effet, en lisant les journaux, toute l'importance des événements qui se sont déroulés pendant les trois journées des 9, 10 et 11 décembre (les « Trois Glorieuses de l'Algérie combattante », dit le F.L.N.).

La délégation du G.P.R.A. est la première surprise de la relative ampleur ▶

"nous allons faire retentir dans l'enceinte de Manhattan la clameur de Bel



Courrière/Paris-Match



Tikhomiroff/Magnum

L'émotion causée dans les milieux des Nations unies par les émeutes d'Alger des 10 et 11 décembre est vive. La délégation du G.P.R.A. est la première surprise de cette explosion populaire. Ainsi, une petite poignée de meneurs avait suffi à faire sortir les drapeaux vert et blanc dans Alger et acclamer les chefs du F.L.N.



Dalmas

des démonstrations populaires nationalistes dans les villes d'Algérie, mais comme elle a le sens de l'opportunité, elle exploite promptement la nouvelle situation : « Nous allons faire retentir, dans l'enceinte de Manhattan, lance Krim Belkacem, la clameur de Belcourt ! »

Le 12 décembre, à 14 h 30, Yazid fait, devant le groupe afro-asiatique, une intervention pathétique : « Nous considérons les manifestations d'Alger comme un plébiscite des Algériens musulmans qui ont exprimé leur volonté d'obtenir leur indépendance sous le drapeau du F.L.N. Nous faisons appel aux pays africains de la Communauté pour qu'ils soutiennent ici la résolution que nous approuvons. Nos hommes, nos femmes, nos enfants, tombent, en ce moment, pour que vous, Gabon, vous, Dahomey, vous, Sénégal, restiez libres et indépendants ! C'est pour l'Afrique qu'ils se sacrifient, et pas seulement pour notre Algérie ! »

Le délégué du Sénégal, d'Arboussier, très gêné d'être ainsi directement apostrophé, juge plus habile de renoncer à prendre la parole, ce jour-là, devant la commission politique, comme il devait le faire...

A Tunis, Ferhat Abbas est mal en point, car il s'est malencontreusement déplacé une vertèbre en tombant dans un escalier, mais cette misère ne l'empêche pas de déployer une grande activité politique. Après s'être entretenu par téléphone avec Chanderli, il envoie des messages au président du comité international de la Croix-Rouge, à Eisenhower, Khrouchtchev, Chou En Lai, Macmillan, Tito, Nehru et Nasser pour leur demander de prendre conscience de « l'extrême gravité des événements qui se déroulent depuis quelques jours en Algérie », et d'agir en conséquence. Le président du G.P.R.A. envoie également à Dag Hammarskjoeld un message dans lequel il demande que « les Nations unies prennent des mesures d'urgence ».

Fulbert Youlou critique

Les réponses très chaleureuses, encore que très vagues, que Khrouchtchev, Chou En Lai, Tito, Nehru et Nasser adressent à Ferhat Abbas sont fort bien utilisées, et les diplomates les plus engagés aux côtés du G.P.R.A. parviennent à faire basculer dans leur camp un certain nombre de délégués qui hésitaient encore entre la « ligne afro-asiatique » et la « ligne occidentale ». Le F.L.N. marque un point et il suffit pour s'en convaincre d'analyser les exposés des orateurs qui se succèdent à la tribune de la commission politique. Ceux qui s'opposent à la résolution afro-asiatique — les délégués des U.S.A., du Canada, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, de la Colombie et de l'Argentine — sont minoritaires, alors que le texte des vingt-quatre pays d'Afrique et d'Asie est soutenu vigoureusement par les délégués des pays communistes, des pays arabes, de nombreux pays africains (Guinée, Mali, Ghana, Somalie, Liberia, Nigeria, Ethiopie) et asiatiques (Afghanistan, Iran, Indonésie, Birmanie, Népal). Alors que le camp « profrançais », d'autre part, n'envoie à la tribune que des diplomates de second rang, le « camp proalgérien » dépêche souvent, lui, des vedettes, par exemple le vice-ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., Valerian Zorine, ou le ministre de la Défense de l'Inde, Krishna Menon.

C'est le 15 décembre, après treize séances au cours desquelles quarante-cinq orateurs se sont fait entendre, que l'on passe au vote sur la résolution afro-

Les bonnes relations qu'entretient de Gaulle avec les ▶ chefs des jeunes États africains seront fort utiles lors du vote des Nations unies, et le représentant français s'écriera : « C'est une dure défaite pour le F.L.N. ! »

asiatique. Seules cinq délégations (France, Philippines, Honduras, Nicaragua, Paraguay) ne prennent pas part au scrutin. Le préambule est adopté par 80 voix contre 0 et 13 abstentions, le premier paragraphe (droit du peuple algérien à la libre détermination et à l'indépendance) par 83 voix contre 0 et 10 abstentions, le deuxième paragraphe (respect de l'intégrité et de l'unité territoriales de l'Algérie) par 73 voix contre 0 et 20 abstentions, le troisième paragraphe (responsabilité des Nations unies) par 70 voix contre 10 et 13 abstentions.

Le point crucial est cependant de savoir comment la commission politique va se prononcer sur le quatrième paragraphe — fondamental — de la résolution afro-asiatique, celui qui stipule que l'Assemblée générale « décide » qu'aura lieu en Algérie « un référendum organisé, contrôlé et surveillé par les Nations unies ».

Grâce à l'abstention de cinq pays africains de la « Communauté francophone », la motion afro-asiatique obtient la majorité relative.

Si Yazid se félicite de l'attitude « relativement positive » des cinq délégations africaines « gaullistes » (Cameroun, Tchad, Dahomey, Haute-Volta, Madagascar) qui, contrairement aux sept autres, n'ont pas voté contre le projet du « référendum de l'O.N.U. », cette prise de position est, en revanche, vigoureusement critiquée par l'abbé Fulbert Youlou, président du Congo-Brazzaville, qui ouvre, dans l'ancienne capitale de l'Afrique-Equatoriale française, au lendemain même de ce scrutin, une conférence réunissant autour de lui onze autres chefs d'Etat africains d'expression française : Tsiranana (Madagascar), Ahidjo (Cameroun), Maga (Dahomey), Ould Daddah (Mauritanie), Tombalbaye (Tchad), Dacko (Centrafrique), M'Ba (Gabon), Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Yameogo (Haute-Volta), Diori Hamani (Niger) et Senghor (Sénégal).

Le président du Sénégal abonde d'autant plus dans le sens de son collègue congolais que son premier ministre, Mamadou Dia, lorsqu'il est passé par Paris, sur le chemin de Brazzaville, a eu



Slade/Paris-Match
Duplaix/Paris-Match

Dans Manhattan, des porteurs de pancarte défilent, arborant le drapeau vert et blanc du F.L.N. *En haut :* Khrouchtchev, qui recevra avec chaleur la délégation algérienne dans sa résidence de Glenn Cover.

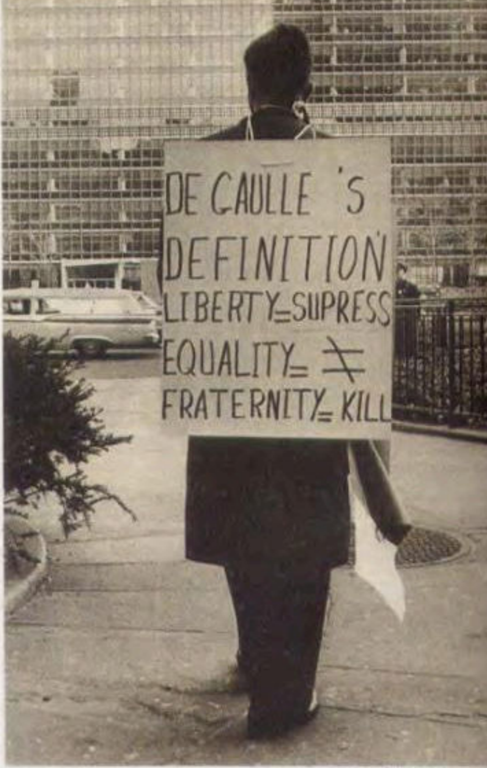
droit aux critiques acerbes de De Gaulle, qui lui a reproché d'avoir laissé « se disloquer », à l'O.N.U., la « coalition des pays africains les plus proches de la France ».

Après cette algarade, les douze présidents ne peuvent pas faire moins que de donner à leurs délégations aux Nations unies une nouvelle consigne impérative : ils devront tenter d'obtenir la modification de la résolution afro-asiatique par un amendement disposant que tout éventuel référendum en Algérie ne pourra être supervisé que par une « commission internationale spéciale », dont la composition et le rôle seraient définis « par la France et ses interlocuteurs algériens » (et non pas, comme on le voit, par le seul F.L.N.).

Match nul

Cette décision n'arrange pas les affaires de la délégation du G.P.R.A., car elle risque de compromettre la manœuvre diplomatique qu'il est en train d'effectuer : le remplacement du texte primitif sur le « référendum de l'O.N.U. » par un texte — déposé par la délégation chypriote — parlant d'une « recommandation », et non plus d'une « décision », des Nations unies et susceptible, de ce fait, de recueillir à l'Assemblée générale, avec une quinzaine de voix de plus que lors du premier vote, la majorité des deux tiers nécessaire pour être pris en considération.

Après un court débat, au cours duquel le délégué du Sénégal, d'Arboussier, et le délégué de Chypre, Zenon Rossides, présentent chacun les modifications respectives à la résolution afro-asiatique



Duplaix/Paris-Match

qu'ils souhaitent voir adopter, l'Assemblée générale met donc aux voix, le 19 décembre, l'« amendement de Brazzaville ».

Les deux paragraphes de ce texte sont repoussés, le premier par 39 voix contre 31 et 25 abstentions, le second par 39 voix contre 22 et 35 abstentions. L'« amendement chypriote », lui, est adopté par 52 voix contre 27 et 16 abstentions, mais il n'obtient pas, à une voix près, la majorité des deux tiers, et il n'a donc pas force de loi.

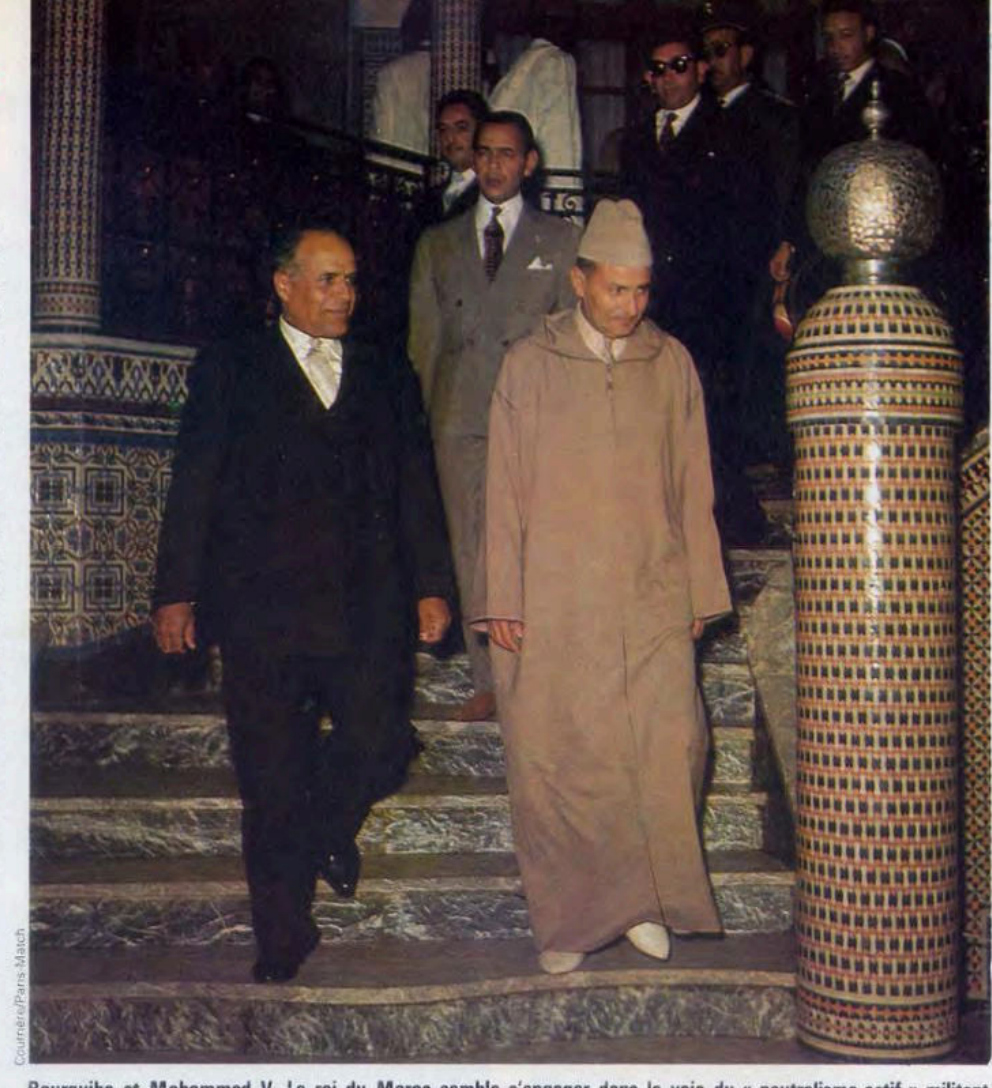
En revanche, le texte d'ensemble, qui ▶

R. Vital/Paris-Match


le "groupe des douze" s'est encore divisé

affirme tout de même « le droit du peuple algérien à la libre détermination et à l'indépendance », la nécessité de respecter « l'unité et l'intégrité territoriales de l'Algérie et la responsabilité des Nations unies dans l'affaire algérienne », entre, lui, en vigueur, puisqu'il recueille, le 20 décembre, plus de la majorité des deux tiers, avec 63 voix pour, 8 voix contre et 27 abstentions.

« C'est une victoire éclatante de la révolution algérienne », assure Yazid, qui souligne à quel point le texte voté est « en progrès » sur ceux qu'avaient adoptés les Nations unies les années précédentes. « C'est une dure défaite pour le F.L.N. », riposte Armand Bérard, qui met l'accent, pour sa part, sur le rejet de l'« amendement chypriote ». En fait, c'est un match nul. L'O.N.U. a implicitement condamné la politique algérienne de De Gaulle, mais avec sursis, puisqu'elle lui a laissé un délai pour trouver, avec le F.L.N., le chemin de la paix.


Courrière/Paris-Match

Bourguiba et Mohammed V. Le roi du Maroc semble s'engager dans la voie du « neutralisme actif » militant.

Un clivage se précise

Au cours du vote du 20 décembre, le courant proalgérien aux Nations unies a été si puissant, au sein des délégations afro-asiatiques, qu'il a cassé le monolithisme que le « sommet de Brazzaville » avait cru pouvoir établir. Une fois de plus, le « groupe des douze » s'est divisé : trois pays ont voté pour la « résolution pro-F.L.N. », six contre et deux se sont abstenus, la Mauritanie — non encore admise à l'O.N.U., du fait de l'opposition du Maroc et d'un veto soviétique — n'ayant pas pris part au vote. On voit ainsi s'amorcer, entre une Afrique « modérée » et une Afrique « progressiste », un clivage qui se précisera, le 3 janvier 1961, lorsque seuls les leaders de la seconde tendance tiendront, à Casablanca, une réunion « interafricaine ».

Les trois ministres algériens, qui ont quitté l'O.N.U., sont arrivés à Tunis le 30 décembre, juste à temps pour prendre part à la séance où le G.P.R.A. décide d'accepter l'invitation qui lui a été faite de participer aux travaux de Casablanca.


Baron/A.F.P.

M'hamed Yazid. A peine revenu de New York, il se rend au Maroc avec Krim Belkacem et Ferhat Abbas pour assister à la conférence interafricaine à Casablanca à partir du 1er janvier 1961.

Deux d'entre eux, Krim Belkacem et M'hamed Yazid, reprennent leur bâton de pèlerin pour aller, en compagnie de Ferhat Abbas, rencontrer dans la grande cité marocaine les présidents N'Krumah, Sékou Touré, Modibo Keita et Nasser, hôtes, comme eux, du souverain chérifien.

Lumumba est déçu

Tous trois applaudissent sincèrement aux déclarations faites par ces leaders, qui ont pris la tête de l'anticolonialisme, mais ils sont assez fins politiques pour noter aussi les ambiguïtés et les contradictions qui se font jour au sein de cette « Afrique révolutionnaire ». Si Mohammed V, par exemple, s'engage, à l'extérieur, dans la voie du « neutralisme actif » militant, c'est, de toute évidence, pour mieux faire accepter à l'opinion publique marocaine le conservatisme de sa politique intérieure. N'Krumah, Modibo Keita et Sékou Touré n'arrivent pas à trouver, en dépit de leurs proclamations unitaires, le chemin d'une véritable fédération entre leurs trois pays. Le représentant de Patrice Lumumba se déclare déçu de la modestie de l'aide qui lui est apportée à l'heure où les tenants d'une indépendance « dure et pure » au Congo-Léopoldville doivent faire face à la contre-attaque — qui sera bientôt victorieuse — des Belges et des Américains.

Les trois dirigeants du F.L.N. constatent, en définitive, que l'« Afrique révolutionnaire » est encore bien faible, alors que les liens de type néo-colonial qui unissent à leurs anciennes métropoles la plupart des pays africains devenus indépendants se révèlent solides.

Réalistes, ils en concluent qu'ils devront, une fois de plus, compter surtout sur leurs propres forces. C'est au moment même où ils tirent cette leçon de la rencontre de Casablanca qu'ils sont « contactés » par certains émissaires — dont le journaliste suisse Charles-Henri Favrod — chargés par l'Elysée de leur proposer de renouer les fils de la négociation secrète avec de Gaulle.

Ils acceptent sans hésiter. Aucun leader africain, si progressiste soit-il, ne sera pris dans la confidence des pourparlers secrets qui s'engagent dès lors et qui, interrompus seulement en avril, pendant la « parenthèse » du putsch des généraux Challe, Jouhaud, Salan et Zeller, à Alger, aboutira, au mois de mai, à la première conférence publique, à Evian, entre une délégation française et une délégation du F.L.N. H

Albert Paul LENTIN

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Fréson*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, PARIS-14e - **T. 325-11-82**
Télex 21311. Publio Rél. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Mars 1961

FRANCE

1er-5 : grèves tournantes dans l'enseignement.
2 : verdict au « procès des barricades ».
Déclaration de Pierre Sudreau dans l'affaire du C.N.L.
3 : verdict au procès du réseau F.L.N. du Sud-Ouest.
3-4 : colloque de Grenoble sur l'autodétermination.
4-7 : le général de Gaulle reçoit les chefs du Conseil de l'entente.
8 : nomination des préfets de police Jannin et Plettner à Alger et Oran.
13 : signature des accords de coopération entre la France et la République centrafricaine, le Tchad et le Congo.
14 : grève des fonctionnaires.
15 : réunion du comité des affaires algériennes.
17 : grèves du gaz et de l'électricité.
17-18 : attentats au plastic à Paris.
21 : attentat au plastic à la Banque Rothschild.
30 : communiqués du gouvernement français et du G.P.R.A. sur l'ouverture de négociations à Évian, le 7 avril.
31 : le G.P.R.A. renonce à se rendre à Évian.
Assassinat de M. Blanc, maire d'Évian.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : entretien Hassan II - Bourguiba à Rabat.
Communiqué de la conférence de Dar-es-Salam.
4 : entretien Abbas - Hassan II.
5 : déclaration du G.P.R.A. au Caire sur des contacts secrets avec la France.
8 : réorganisation de la Délégation générale en Algérie.
16-17 : délibération du G.P.R.A. à Tunis.
25 : conférence des peuples africains au Caire.
29 : réunion des « ministres » F.L.N. à Tunis.

AFRIQUE

1er : indicents à Luluabourg (Congo ex-belge).
12 : communiqué officiel congolais à la conférence de Tananarive.
14 : réunion en Haute-Volta des chefs du Conseil de l'entente.
20 : conférence de Niamey.
22 : évacuation des bases françaises au Mali.
26 : élection présidentielle au Congo ex-français.
28 : création d'une Union politique afro-malgache.

AMÉRIQUE

9 : commission du Congrès pour l'énergie atomique.
20 : création d'un gouvernement cubain libre.
28 : accord spatial franco-américain.
Débats aux Nations unies sur le Congo ex-belge.

ASIE

23 : déclaration de Kennedy sur le Laos.
24-28 : conseil mondial de la paix en Inde.
28 : résolution de l'O.T.A.S.E. sur le Laos.

EUROPE

9 : lancement en U.R.S.S. du quatrième Spoutnik.
13 : note de la Belgique à Dag Hammarskjoeld.
22 : note britannique à l'U.R.S.S. sur le Laos.
26 : élections générales en Belgique.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LES PREMIERS JOURS D'UNE RÉVOLUTION

Sommaire

● **Voyages mouvementés**
Les uns après les autres, les chefs du complot se rendent en Algérie, échappant à la surveillance des forces de l'ordre. Que trouvent-ils à Alger et à Blida? Où en sont les préparatifs? Sur quelles unités peuvent-ils immédiatement compter?

● **La solitude du général**
Le 13 mai 1958, civils et militaires, unis, avaient obligé Paris à s'aligner sur Alger. Le 24 janvier 1960, les civils seuls avaient échoué dans leur tentative d'insurrection. Que fera Challe en ce 22 avril 1961, alors que l'armée est divisée et les pieds-noirs tenus à l'écart?

● **Les deux premières journées**
Deux longues journées consacrées à convaincre les officiers supérieurs qui refusent de prendre parti. Dans les villes, le putsch passe inaperçu. Devant les cinémas, c'est l'affluence des dimanches, le long de la mer les routes connaissent les embouteillages des jours fériés à la belle saison.

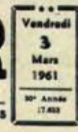
● **Les appelés de Maison-Blanche**
La sonnerie du réveil... les nouvelles : « Ici, Radio-France... » et c'est l'annonce de l'instauration de l'état de siège. Sur la base aérienne, vingt-sept avions militaires se posent les uns après les autres. Des « bérets rouges » en débarquent...

● **De la pacification**
Un étudiant métropolitain en mal d'exotisme et de vacances à bon marché s'offre, pendant les deux mois d'été, un séjour en Algérie au moment des « événements ». Toutes facilités lui sont données...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 3e trim. 1973. – N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – **N° 331 - 6 Août 1973.**

L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes — 0,25 NF En métropole : 0,35 NF — 20, rue de la Liberté — Téléphone : 63-73-80 à 85


Vendredi 3 Mars 1961

Dans l'accord réalisé par HASSAN II, BOURGUIBA et ABBAS

AUTODÉTERMINATION ET CONSULTATION DES DIVERSES TENDANCES SONT OUBLIÉES

C'est seulement le "feu vert" donné à la négociation *entre le F.L.N. et la France pour "réaliser l'indépendance de l'Algérie"*

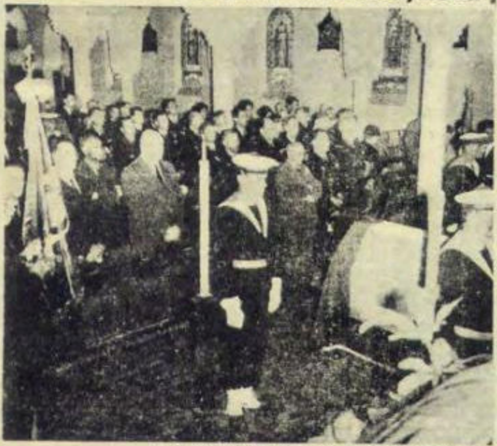
Bourguiba en quittant Rabat :

"D'ICI QUELQUES JOURS DE GRANDS ÉVÉNEMENTS JE L'ESPÈRE, SE PRODUIRONT. ILS SERONT LE PRÉLUDE A LA FIN DU CONFLIT ALGÉRIEN"

(LIRE NOS INFORMATIONS EN PAGE 3)

En l'église N.-D. du Mont-Carmel, à El-Biar

Mgr Jacquier a présidé le service funèbre à la mémoire de l'amiral Auboyneau



(INFORMATION PAGE 12)

Le "mystère" TRINQUIER : SOUCI N° 1 DE TSCHOMBÉ

VAGUE DE PERQUISITIONS A ELISABETHVILLE mais aucun résultat positif


Le colonel Trinquier (A.P.)

ELISABETHVILLE (F.P.I.). — Le « mystère Trinquier » s'épaissit dans la capitale katangaise. On croit savoir que des perquisitions ont été opérées hier matin par les services de la police au domicile de certaines personnalités en vue de s'assurer si le colonel français Roger Trinquier se trouve ou non à Elisabethville.

Envoyé spécial du président Kennedy

HARRIMAN aujourd'hui chez **DEBRÉ** demain chez **DE GAULLE**

Mutisme sur les objectifs U.S.

Information page 3

FLAMBÉE DE COLÈRE A ORAN

- **Plus de 8.000 personnes aux obsèques de Mme KYRICOS**
- **Bilan des incidents : 8 blessés - des voitures incendiées**

D'ORAN, Gabriel Conesa nous téléphone : La journée de jeudi commença tôt — puisque dès 5 heures du matin, quatre charges de plastic — la cinquième ayant fait long feu — réveillèrent les habitants des quartiers périphériques. Puis tout se calma et Oran donna l'impression de penser à autre chose.

SUITE EN PAGE 12

Au terme de 4 mois de débats qui furent souvent pathétiques

Le tribunal des Forces armées a rendu son jugement

dans le procès dit du "complot d'Alger"

ACQUITTEMENTS :

ARNOULD-DEMARQUET - colonel GARDES - FÉRAL - JOURDES LAQUIÈRE (contumax) - LEFÈVRE MICHAUD - PÉREZ - RAMBERT SANNE - SAPIN LIGNIÈRES et ALAIN DE SÉRIGNY

CONDAMNATIONS :

LAGAILLARDE : 10 ans
RONDA : 3 ans
de détention criminelle

SUSINI : 2 ans de prison avec sursis

Sont condamnés par contumace :

ORTIZ : peine de mort

MENINGAUD : 7 ans
MARTEL : 5 ans
de détention criminelle

(LIRE NOTRE COMPTE RENDU EN PAGE 5)

RHODÉSIE : DÉSACCORD PERSISTANT entre Londres et Salisbury

Sir Roy Welensky menace de démissionner si MacMillan reste intraitable

SALISBURY (A.C.P.). — Sir Roy Welensky, premier ministre de la fédération de Rhodésie-Nyassaland a déclaré devant le Parlement de Salisbury que lors de sa prochaine visite à Londres, il tentera de faire modifier le plan britannique de révision constitutionnelle en Rhodésie du Nord.

SUITE EN PAGE 3





LA MODE A DEUX VISAGES...



CONGO : RAID DE REPRÉSAILLES CONTRE LES LUMUMBISTES A LULUABOURG : 47 morts

M. "H" réclame 25.000 casques bleus

INFORMATION P. 3

Elle va faire place à un hôtel de luxe



Une barque chavire au large de La Pérouse

M. Jean MESQUIDA de Maison-Carrée **se noie**

(Information en page 12)

La presse ne s'y trompe pas. Bourguiba, porteur des dernières propositions du général de Gaulle, a réussi dans sa mission. Dans quelques jours, les représentants du G.P.R.A. répondront oui au président de la République pour des pourparlers officiels et directs, qui doivent mener à l'indépendance de l'Algérie. La fin de la guerre est proche. Qui en doute à Paris, dans l'entourage du président ?